SENAT

Session ordinaire de 1914.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 48^e SÉANCE

Séance du lundi 22 juin.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal: M. Félix Martin.
2. — Demandes de congé.
3. — Ajournement de la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Genoux relative à la pêche: M. Régismanset.
4. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914.
 - Etat A (suite).
 - Ministère de l'instruction publique.
 - Discussion générale: MM. Cazeneuve, Eugène Lintilhac, rapporteur; Augagneur, ministre de l'instruction publique; Aimond, rapporteur général.
 - Chap. 1^{er}: MM. Paul Strauss, le rapporteur, le ministre, le rapporteur général, Dominique Delahaye. — Réserve.
 - Chap. 2 à 12. — Adoption.
 - Chap. 13. — Amendement de M. Cazeneuve: MM. Peytral, président de la commission des finances; Cazeneuve, le président, le rapporteur général. — Adoption.
 - Chap. 14: M. Cazeneuve. — Adoption.
 - Chap. 15 à 32. — Adoption.
 - Chap. 33: MM. Paul Strauss, le rapporteur, le ministre. — Adoption.
 - Chap. 34 à 46. — Adoption.
 - Chap. 47: MM. Paul Strauss, le ministre, le rapporteur. — Adoption.
 - Chap. 48 à 93. — Adoption.
 - Chap. 94: M. le rapporteur. — Adoption.
 - Chap. 95 à 99. — Adoption.
 - Chap. 100: M. le rapporteur. — Adoption.
 - Chap. 101 à 131. — Adoption.
 - Chap. 132. — Amendement de MM. Perchot, Maurice Sarraut et Nègre: MM. Perchot, le rapporteur, le rapporteur général, le ministre. — Adoption de l'amendement. — Amendement de M. Cazeneuve et plusieurs de ses collègues: MM. Cazeneuve, le rapporteur. — Retrait de l'amendement. — Adoption du chapitre 132.
 - Chap. 133 à 155. — Adoption.
 - Beaux-arts.
 - Discussion générale: MM. Riotteau, Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts; Dominique Delahaye, Halgan, de Lamarzelle, Guillaume Chastenet, Maurice Faure, rapporteur.
 - Chap. 1 à 26. — Adoption.
 - Chap. 27: M. le rapporteur. — Adoption.
 - Chap. 28 à 31. — Adoption.
 - Chap. 32: M. le rapporteur général. — Adoption (nouveau libellé).
 - Chap. 33 à 47. — Adoption.
 - Chap. 48: MM. Gustave Rivet, le sous-secrétaire d'Etat. — Adoption.
 - Chap. 49 à 66. — Adoption.
 - Chap. 67: MM. Gaudin de Villaine, Riotteau, le sous-secrétaire d'Etat. — Adoption.
 - Chap. 68: MM. Jouffray, le rapporteur, le sous-secrétaire d'Etat. — Adoption.
 - Chap. 69 à 104. — Adoption.
 - Ministère du commerce et de l'industrie.
 - Discussion générale: MM. Audiffred, Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.
 - Adoption des chapitres.
 - Ecole centrale des arts et manufactures.
 - Adoption des chapitres.

5. — Dépôt d'un rapport de M. Gustave Rivet sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention pour la protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique signée à Rio-de-Janeiro le 15 décembre 1913 entre la France et les Etats-Unis du Brésil.

6. — Règlement de l'ordre du jour.

7. — Congés.

Fixation de la prochaine séance au mardi 23 juin.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à deux heures et demie.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Poirson, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du samedi 20 juin.

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole sur le procès-verbal?

M. Félix Martin. Je la demande, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Félix Martin.

M. Félix Martin. Messieurs, le *Journal officiel* me porte « absent par congé » dans le scrutin sur le projet de loi relatif à l'emprunt. Je suis revenu à mon banc depuis le 2 juin et je déclare avoir voté « pour ».

M. le président. La rectification sera insérée au *Journal officiel*.

Personne ne demande plus la parole?... Le procès-verbal est adopté.

2. — DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. M. Bourganet demande un congé jusqu'au 1^{er} juillet, pour raison de famille.

M. de Freycinet demande un congé jusqu'à la fin de la session pour raison de santé.

Ces demandes sont renvoyées à la commission des congés.

3. — RENVOI DE LA DISCUSSION SUR LA PRISE EN CONSIDÉRATION D'UNE PROPOSITION DE LOI RELATIVE A LA PÊCHE

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Genoux relative à la pêche.

La commission conclut à la prise en considération de la proposition de M. Genoux.

La parole est à M. Régismanset.

M. Régismanset. M. le rapporteur de la commission n'assistant pas encore à la séance, je demande que la discussion sur la prise en considération soit provisoirement ajournée.

M. le président. Je mets aux voix la proposition d'ajournement.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

4. — SUITE DE LA DISCUSSION DU BUDGET DE L'EXERCICE 1914

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914.

Le Sénat reprend la discussion au budget du ministère de l'instruction publique.

La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, je ne monte pas à la tribune pour discourir sur l'ensei-

gnement public; l'heure n'est pas aux longs discours: le temps presse.

Je veux simplement appeler l'attention du Sénat sur plusieurs amendements que j'aurai l'honneur de présenter aux chapitres 13, 14, 120, 126 et 129, pour demander une réduction de 100 fr. sur ces chapitres. Je suis cette procédure, qui est habituelle, pour que la question revienne devant la Chambre et que l'honorable ministre de l'instruction publique, avec lequel je suis d'accord, puisse demander le relèvement reconnu nécessaire de certains crédits.

Au chapitre 13, une somme de 9,000 fr. sera demandée à la Chambre pour élever le traitement moyen des inspecteurs d'académie. Ceux-ci sont au nombre de 88, en quatre classes de 22. Il manque 9,000 fr. au budget pour permettre de faire les avancements nécessaires dans ce personnel dont vous connaissez le rôle si important aussi bien dans l'enseignement primaire que dans l'enseignement secondaire.

Au chapitre 14 il s'agit des secrétaires et commis d'inspection académique. Ils étaient soumis autrefois au système du pourcentage qu'après bien des critiques on a fini par supprimer. Pour faire les avancements obligatoires, une somme de 8,150 fr. est nécessaire, dont 5,000 fr. sur le budget de 1914 et 3,150 fr. sur le budget de 1915.

Les autres chapitres dont j'ai parlé se rapportent: le chapitre 120 aux inspecteurs primaires, le chapitre 126 aux écoles normales, le chapitre 129 aux écoles primaires supérieures. Les fonctionnaires visés dans ces chapitres doivent être soumis, ce qui est équitable, au reclassement qui leur a été promis.

Jusqu'à ce jour, lorsqu'un instituteur subissait avec succès les épreuves nécessaires pour parvenir au professorat dans une école primaire supérieure ou une école normale — car tous les professeurs d'école normale ne sortent pas de Saint-Cloud, ils sortent quelquefois du rang — on ne tenait compte de ses services antérieurs que pour déterminer le chiffre de sa retraite et nullement pour son classement.

Je crois même savoir qu'au ministère de l'instruction publique, il y a un projet que M. le ministre doit étudier et mettre au point et dans lequel, précisément, on se préoccupe de tenir compte, dans les limites raisonnables et équitables de nature à donner satisfaction au personnel, des années de service que ces professeurs d'écoles normales, d'écoles primaires supérieures ou ces inspecteurs primaires auront fournies dans des fonctions plus modestes.

Ce redressement nécessite, pour les inspecteurs primaires, une somme de 61,100 fr., dont 35,000 fr. au budget de 1914 et 26,100 francs en 1915, pour les écoles normales, une somme de 110,000 fr., dont 60,000 fr. pour 1914 et 50,000 fr. pour 1915, et, enfin, pour les écoles primaires supérieures, une somme de 105,000 fr., dont 60,000 fr. pour 1914 et 45,000 fr. pour 1915.

Au fur et à mesure que M. le président appellera ces cinq chapitres, je demanderai cette réduction de 100 fr. afin de faciliter à M. le ministre la défense d'une cause qu'il connaît bien et la reprise de la proposition de crédits nécessaires. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. le président. Vous savez, monsieur Cazeneuve, qu'il n'est pas dans les usages du Sénat de voter des diminutions de crédits à titre d'indication. (*Très bien! et adhésion.*)

M. Cazeneuve. La Chambre n'a pas voté les crédits que je demande.

Le ministre de l'instruction publique, après étude, a reconnu que ces crédits étaient absolument nécessaires.

La procédure à suivre, pour les faire voter par l'autre Assemblée, ne peut être que

celle que je propose. Nous n'avons pas ici le droit d'initiative en matière financière; par conséquent, nous ne pouvons pas proposer ces crédits. Pour laisser à la Chambre ses prérogatives traditionnelles et pour rester, nous, dans notre rôle qui est celui d'une assemblée de contrôle, je crois qu'il n'y a pas deux procédures à suivre.

Du reste, il y a des précédents, et je me permets de vous le faire remarquer, monsieur le président: on demande la réduction d'une somme de 100 fr. sur tel chapitre et, en cas d'adoption par le Sénat, la question revient devant la Chambre où le Gouvernement peut prendre toutes les initiatives qu'il jugera bon dans l'intérêt du grand service dont il a la charge.

M. Eugène Lintilhac, rapporteur du budget du ministère de l'instruction publique. Je demanderai à l'orateur quel est le total des relèvements de crédits à effectuer par la Chambre, qu'il prévoit pour les cinq chapitres, en 1914.

Pour les inspecteurs d'académie, il s'agit de 9,000 fr.; pour les secrétaires et les commis de l'inspection académique, de 8,450 fr.; pour les inspecteurs primaires, de 61,100 fr.; pour les professeurs d'écoles normales primaires, de 110,000 fr., et pour les professeurs d'écoles primaires supérieures, de 105,000 fr.

M. Le Cour Grandmaison. Cela fait 300,000 fr.

M. Pauliat. Ces crédits s'appliquent au budget de 1914 et à celui de 1915.

M. Cazeneuve. Tout à l'heure, précisément, mon cher collègue, j'ai fait ressortir qu'ils s'appliquaient à plusieurs exercices, et j'ai même précisé les sommes prévues, soit pour 1914, soit pour 1915.

Je puis bien les rappeler, si vous le voulez. Mais je crois que ces chiffres ont été inscrits pour l'avenir. Il ne peut pas y avoir d'équivoque à cet égard.

Du reste, je suis d'accord avec M. le ministre de l'instruction publique.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La procédure employée par notre honorable collègue a besoin d'une explication, je crois.

La voici. Vous avez voté l'année dernière dans la loi de finances, article 105, la disposition suivante:

« Il ne peut-être introduit dans la loi de finances que des dispositions visant directement les recettes ou les dépenses à l'exclusion de toutes autres questions. »

Or, dans la même loi de finances, antérieurement à cette disposition restrictive, vous aviez voté la suivante:

« Le ministre de l'instruction publique est autorisé à modifier, à partir du 1^{er} octobre 1913, les règlements concernant les changements d'ordres et de catégories des fonctionnaires de l'enseignement secondaire public.

« Un décret déterminera, etc... »

Ensuite, dans l'article 85 de la loi de finances de la présente année, la Chambre avait voté ceci:

« Le ministre de l'instruction publique est autorisé à modifier, à dater du 1^{er} janvier 1914, les règlements concernant les changements de catégories des fonctionnaires de l'enseignement primaire et à effectuer leur reclassement dans des conditions analogues à celles qui sont prévues par l'article 63 de la loi de finances de 1913. »

M. Cazeneuve. C'est contraire à l'article 105.

M. le rapporteur. Parfaitement, mon

cher collègue. L'article 63 de la loi de finances, dont je viens de vous donner lecture, qui a été depuis mis à exécution par un décret, vise le reclassement du personnel de l'enseignement secondaire suivant ce qu'on appelle le projet Gros.

Les fonctionnaires de l'enseignement primaire ont demandé une mesure analogue pour eux, calquée sur celle-là, mais ils ne se sont pas aperçus — et la Chambre a partagé leur erreur, en votant l'article 85 — que l'article 105 était prohibitif de l'article 85 de cette année.

M. Cazeneuve. Très bien!

M. le rapporteur. M. Cazeneuve, s'apercevant de cette discordance, s'apercevant que l'article 65 ne pouvait pas avoir cours dans la loi de finances de cette année en vertu de l'article 105 de l'année dernière, a eu l'idée, toute naturelle dans son ingéniosité, de monnayer cet article qui n'avait pas cours, de ventiler les catégories de personnel suivant les chapitres où elles sont visées et de demander à chacun de ces chapitres le chiffre correspondant à la mesure globale édictée par la loi de finances.

C'est bien cela, mon cher collègue?

M. Cazeneuve. C'est très bien; c'est très clair!

M. le rapporteur. Voilà la procédure qui a été suivie et qui remettrait toutes les choses en ordre, si le Sénat votait les indications de crédit par abaissement de 100 fr. à chacun des 5 chapitres que vient de viser M. Cazeneuve.

J'ai tenu à donner cette explication pour que le Sénat sût bien sur quoi il allait voter (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. Augagneur, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, le Sénat est juge de la procédure qu'il doit suivre, mais il voudra bien permettre au ministre de l'instruction publique d'insister auprès de lui pour qu'on assure aux fonctionnaires de l'enseignement primaire supérieur qui ont été retardés dans leur avancement un traitement équitable. (*Très bien! très bien!*)

Je ne parle pas du reclassement des instituteurs: les crédits nécessaires à cette opération figurent au chapitre 132. Mais pour le reclassement des inspecteurs primaires, des professeurs d'écoles normales et d'écoles primaires supérieures, pour les commis d'inspection académique, nous nous trouvons en présence d'une difficulté.

L'an dernier, il a été possible d'établir, par un article de la loi de finances du 30 juillet 1913, le reclassement des membres de l'enseignement secondaire; cette année, un autre article (l'article 105) de la même loi de finances du 30 juillet 1913 nous interdit d'employer le même procédé pour l'enseignement primaire supérieur. C'est pour cette raison que votre commission a disjoint l'article 25 de la loi de finances. Pour nous permettre d'écarter cette difficulté, M. Cazeneuve nous fournit un expédient; je prie le Sénat de se décider pour l'une ou l'autre des procédures suivantes: ou bien recourir à la méthode préconisée par M. Cazeneuve ou bien accepter l'article 85 de la loi de finances, encore qu'on puisse discuter la légitimité de son application en présence de l'article 105 dont nous venons de parler.

En tout cas, je déclare indispensable que les fonctionnaires de l'enseignement primaire supérieur puissent obtenir justice comme l'ont obtenu leurs collègues de l'enseignement secondaire. (*Marques d'assentiment.*)

M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, la question posée au Sénat est une des plus graves qui puissent se présenter devant la Haute Assemblée. J'ai rappelé tout récemment que nous n'avions pas l'initiative en matière de création de dépenses, ni de relèvement de crédits.

Eh bien! le procédé que l'on vous propose a pour objet de tourner cette règle constitutionnelle. Je sais bien que cette procédure, consistant à opérer sur un chapitre une réduction indicative pour permettre à la Chambre de relever le crédit de ce chapitre, a été déjà employée, mais elle ne l'a été qu'exceptionnellement, quand un fait nouveau s'était produit entre le vote de la Chambre et la délibération du Sénat.

C'est ainsi que lors du budget de 1909, quand a été décidée l'incorporation au budget de l'Etat du réseau racheté de l'Ouest, nous avons dû opérer une réduction indicative de 100 fr., à un chapitre du budget des finances, pour permettre à la Chambre de mettre le crédit dudit chapitre en concordance avec la situation nouvelle.

Mais il est regrettable d'employer aujourd'hui cette même procédure, car il s'agit d'une question sur laquelle ni la Chambre, ni son rapporteur ne sont éclairés. D'ailleurs M. le ministre m'a déclaré à l'instant même qu'il ne serait pas en mesure de répondre, si on l'interrogeait à ce sujet.

Allez-vous donc, vous les gardiens de nos finances, abandonner la règle tutélaire que je viens de rappeler?

Nous vous demandons de ne pas entrer dans cette voie. Si le Gouvernement entend relever les crédits d'un personnel intéressant — je n'examine pas en ce moment la question au fond, remarquez-le bien — il a un moyen très simple pour cela.

Pour 1914, il n'a qu'à présenter une demande de crédits supplémentaires et, pour 1915, à prévoir les crédits nécessaires dans le projet de budget. (*Très bien! très bien!*)

M. Peytral, président de la commission des finances. C'est le seul moyen légal.

M. le rapporteur général. Mais quant à vous proposer maintenant de voter le principe de mesures pour lesquelles vous n'avez pas le droit d'initiative et dont nous ignorons les conséquences financières, votre commission des finances, qui vient d'en délibérer, ne peut y consentir et elle a décidé qu'elle ne voulait pas s'engager dans cette voie. (*Très bien! très bien!*)

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. L'honorable rapporteur général vient de recourir à l'argument dit d'exception.

Il a cité un exemple de dérogation à la règle absolue, où précisément le Sénat a voté une diminution de crédit pour faciliter la demande d'une augmentation devant la Chambre des députés.

Messieurs, c'est à titre exceptionnel également que nous demandons cette réduction sur cinq chapitres qui touchent au seul enseignement primaire, divisé dans l'instruction publique en cinq chapitres.

L'honorable M. Aimond dit que c'est une méthode critiquable. Comment! La Chambre va se prononcer: je suppose qu'elle se prononce affirmativement; la commission des finances du Sénat est libre encore de combattre sa décision, elle conserve son

indépendance absolue pour examiner de nouveau si oui ou non l'autre Assemblée a bien fait d'augmenter ces crédits.

Messieurs, je ne vois pas ce que cette procédure peut avoir de critiquable. Elle est conforme à l'article 105 que nous avons voté dans la loi de finances; elle est conforme à cette tradition de prérogative dans laquelle je me renferme entièrement. Le Sénat ne prend pas l'initiative de relever des crédits; nous conservons notre droit de contrôle, de telle sorte que si la Chambre croit devoir, sur la demande de M. le ministre de l'instruction publique, augmenter ces divers crédits, nous serons encore là pour juger s'ils sont nécessaires, s'ils sont trop élevés. Cet examen ne demandera pas beaucoup de temps, je crois, à la commission des finances.

Le personnel auquel nous nous intéressons s'attend à ces augmentations depuis longtemps, et réellement ce serait une très grande déception pour lui si, par une raison que je trouve un peu délicat et subtile — permettez-moi le terme, monsieur le rapporteur général — nous arrivions à ajourner à l'année prochaine la solution de cette importante question. (*Très bien! sur divers bancs.*)

M. le président de la commission des finances. Il ne s'agit pas d'un ajournement à l'année prochaine!

M. le président. Nous n'en sommes pas encore aux chapitres sur lesquels M. Caze-neuve a fait porter son amendement.

Personne ne demande plus la parole pour la discussion générale?... Elle est close.

Je donne lecture du chapitre 1^{er} :

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 1,049,752 fr. »

La Chambre des députés a voté un chiffre supérieur de 24,700 fr.

La parole est à M. Strauss qui demande le rétablissement du crédit voté par la Chambre.

M. Paul Strauss. Messieurs, je sollicite du Sénat le rétablissement du crédit voté par la Chambre des députés, pour des motifs très graves, et à mon sens décisifs.

Quel est l'objet du crédit de 24,000 fr. voté par la Chambre, sur la proposition du ministre de l'instruction publique? La création d'un office de l'éducation populaire.

M. le président de la commission des finances. D'un office?

M. Paul Strauss. En réalité, il s'agit d'un service de l'éducation populaire. J'empruntais le mot « d'office » à un discours très applaudi de M. René Viviani au banquet de l'Union des associations philotechniques, le 27 février 1914.

M. le rapporteur. Intitulez-le « service » tout simplement; vous allez effrayer nos collègues en employant le mot « office ».

M. Paul Strauss. Je n'effraye pas le Sénat en employant le terme exact qui correspond à nos aspirations; car il faut que les œuvres et les institutions d'éducation populaire ressortissent à un organisme intérieur qui puisse les coordonner sous quelque dénomination que cet organisme fonctionne. Sur le fond, il ne saurait y avoir, je crois, aucun désaccord entre nous et la commission des finances.

L'éducation populaire, en France, malgré son défaut d'organisation, a fait, en vingt années, des progrès considérables.

M. Gaudin de Villaine. C'est une erreur.

M. Paul Strauss. Il suffit de se reporter au vingtième rapport, toujours substantiel et impressionnant, de M. Edouard Petit,

tel qu'il a paru au *Journal officiel* du 19 juin, et au rapport de M. Lintilhac, pour être convaincu du bien réalisé et des progrès accomplis dans cet ordre d'idées. En 1894, le nombre des cours d'adolescents et d'adultes était tombé à 7,000; il s'élevait, en 1913-1914, à 54,000, avec près de 800,000 auditeurs inscrits. Six mille cours sont à l'actif des sociétés d'éducation populaire, associations philotechniques, polytechniques et autres, et des chambres syndicales, patronales et ouvrières, avec 150,000 étudiants populaires; le nombre des conférences, qui s'élevait, il y a vingt ans, à mille, est aujourd'hui de 58,000; les mutualités scolaires, qui naissaient à peine, en 1894, sur l'initiative inoubliable de Jean-Baptiste Cavé, sont aujourd'hui au nombre de 4,666; les associations d'anciens et anciennes élèves, les petites A, comme on les appelle familièrement, qui étaient alors au nombre de 57, atteignent aujourd'hui celui de 7,042. Enfin, les patronages, dont le nombre ne dépassait pas 34, il y a vingt ans, atteignent le chiffre de 2,875.

Ces résultats, si satisfaisants qu'ils soient, qui font tant d'honneur aux amis de l'école et auxquels a fortement contribué la propagande inlassable de M. Edouard Petit, ne répondent pas encore aux besoins à satisfaire quand on songe à tout ce qu'il y a de bien à faire à l'école et autour de l'école, au rayonnement possible et à l'efflorescence désirable de ces œuvres post-scolaires et périscolaires. En présence de ces perspectives d'extension de l'éducation complémentaire de l'école, avec l'espoir de bienfaits accrus au profit des enfants, des familles, de la société tout entière, on n'a pas, à mon avis, le droit d'hésiter devant un faible crédit destiné à un service d'éducation populaire, essentiel dans une démocratie.

Le Gouvernement tout entier, j'en suis convaincu, suivant l'initiative si heureuse prise par M. René Viviani, ministre de l'instruction publique, voudra donner ce moyen d'action agrandi, fortifié, aux amis de l'école, aux éducateurs populaires; il ne voudra point laisser en suspens une tentative de propulsion, de coordination absolument nécessaire, à l'heure actuelle.

Je n'ai pas besoin de faire ressortir l'importance, l'urgence de cette organisation méthodique de l'éducation populaire, devant une assemblée aussi clairvoyante que le Sénat.

Puisque nous sommes unanimes à reconnaître l'utilité impérieuse de ces œuvres complémentaires de l'école, ne nous bornons pas à les saluer d'un coup de chapeau; à leur rendre un hommage platonique; donnons à ces œuvres remarquables, à ces efforts admirables de l'initiative privée, les instruments indispensables pour leur développement continu et pour leur assurer une efficacité croissante.

Je prie instamment le Sénat de ne pas faire obstacle au vote du crédit proposé par la Chambre, pour deux motifs: d'abord, en raison de l'utilité réelle de cette modeste dépense de 20,000 fr.; en second lieu, pour la signification morale de ce crédit.

Ce que doit être l'éducation, M. Viviani l'indiquait, avec son éloquence habituelle, dans un discours auquel je faisais allusion tout à l'heure, au banquet de l'Union des associations philotechniques:

« Je voudrais — disait-il — que ce ministère — celui à la tête duquel il se trouvait alors et que dirige aujourd'hui M. Augagneur — s'appelât la ministère de l'instruction publique et de l'éducation nationale. Je le voudrais parce que le rôle de nos instituteurs est bien connu. Ils ne dispensent pas que l'instruction, ils doivent encore donner l'éducation; et, s'ils ne la donnaient pas, à quoi serviraient les leçons de morale? »

Il faut que notre école publique, que notre école laïque soit renforcée par toutes les institutions de sauvegarde éducative, sanitaire, mutualiste, philanthropique, qui en sont le couronnement et l'honneur. Je demande au Sénat d'adopter le modeste crédit proposé par le Gouvernement et voté par la Chambre, afin de consolider l'œuvre entreprise, de l'accélérer, de la fortifier, dans un haut intérêt public et national. (*Très bien! et applaudissements à gauche.*)

M. Dominique Delahaye. Il y manquera ce qui en fait la dignité: l'enseignement religieux.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, la commission n'a méconnu aucun des arguments que vient d'invoquer, avec une chaleureuse éloquence, M. Strauss. Au besoin, elle en aurait trouvé un exposé non moins chaleureux dans mes rapports précédents et dans celui de cette année, qu'il a eu la bienveillance d'invoquer.

Ce n'est donc pas contre l'utilité de l'œuvre, de la direction nouvelle qu'elle a voté; elle a décidé de vous proposer la suppression du crédit parce qu'il lui a semblé que ce crédit tendait à créer — modestement, avec trois fonctionnaires: un sous-chef, un rédacteur, un expéditionnaire sans compter le dactylographe — l'amorce d'un nouveau service. Elle a donc appliqué la devise qui est la sienne: Pas de nouveaux fonctionnaires, autant que possible! Voilà toutes ses raisons! (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre de l'instruction publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, le Sénat me permettra d'insister pour le rétablissement, je ne dis pas du crédit, mais d'un crédit.

M. Strauss vient de vous rappeler combien les œuvres post-scolaires, dans leurs formes variées, ont progressé dans notre pays depuis quelques années. Mais, ce qu'il ne vous a pas dit, c'est que ces œuvres, entièrement abandonnées à l'initiative privée, n'ayant aucun lien entre elles, n'entretiennent avec le ministère de l'instruction publique que des rapports trop peu suivis. Le ministère ne les connaît que par l'allocation de subventions, souvent insuffisantes.

Or, ce n'est pas dans une assemblée comme la vôtre, messieurs, où siègent tant de ceux qui ont contribué, par leur action et leur éloquence, à la constitution de notre enseignement public, que j'ai à mettre en relief la grandeur de l'œuvre poursuivie par l'enseignement post-scolaire. Vous le savez aussi bien que moi-même, puisque, les premiers, vous avez attentivement suivi toutes les étapes qui ont préparé la situation actuelle. Je serais donc mal venu à plaider une cause que vous avez gagnée depuis longtemps.

Ce que je peux dire, c'est que, jamais plus qu'aujourd'hui, il n'a semblé nécessaire de constituer, sur des bases solides, l'enseignement post-scolaire. (*Très bien! très bien!*)

En réalité, pendant les années d'école, nous donnons une instruction parfois trop incomplète et qui, trop souvent, s'efface avec les années. (*Marques d'approbation.*)

Il est indispensable que l'action du maître se prolonge au delà de la période de la fréquentation scolaire. (*Adhésion.*)

M. Maurice Faure. Il faudrait une loi.

M. le ministre. Il faut, pour y arriver,

que nous établissons, sur des bases solides, l'enseignement de l'adolescence, l'enseignement post-scolaire qui — au point de vue social, au point de vue de la formation de citoyens libres, éclairés, capables de se déterminer par leur propre conscience — offre une importance encore plus considérable que l'enseignement primaire lui-même. (*Marques d'assentiment.*)

Dans ce but, nous vous demandons, messieurs, de voter un premier crédit, une amorce de crédit, pour constituer cet enseignement.

M. le président de la commission des finances. Ce qui nous effraye, précisément, c'est que ce ne soit qu'une amorce.

M. le ministre. Au reste, nous consentons volontiers à la disparition du mot « office » et je vais vous en donner les raisons.

Je ne crois pas, en effet, que l'enseignement post-scolaire puisse être organisé en dehors de l'Etat; il faut que la surveillance du ministère de l'instruction publique s'exerce sans cesse sur cet enseignement, comme elle s'exerce sur l'enseignement primaire. Si nous voulons coordonner les efforts de l'initiative privée, nous devons instituer un organisme, si modeste soit-il, qui nous permette de le faire. C'est dans ce but que nous vous demandons de voter un crédit.

Je ne désire pas, je vous le déclare, la création d'un office ou d'une sous-direction indépendante de la direction de l'enseignement au ministère de l'instruction publique.

Je désire simplement mettre à la disposition de la direction de l'enseignement primaire les moyens financiers indispensables pour coordonner et stimuler les efforts des diverses institutions indépendantes qui constituent actuellement notre enseignement post-scolaire. (*Très bien ! très bien.*)

Jusqu'à présent, il faut le rappeler, si l'enseignement post-scolaire a eu quelques relations avec le ministère de l'instruction publique, c'est grâce au dévouement désintéressé d'un homme, de M. Edouard Petit, qui a donné tout son temps à cette œuvre, tout en exerçant, d'autre part, ses fonctions d'inspecteur général.

Je tiens à lui rendre ici l'hommage qu'il mérite. (*Très bien !*)

M. le rapporteur. Vos observations s'appliqueraient mieux au chapitre 142 qui comporte un crédit de 1 million pour les œuvres complémentaires de l'école.

M. le ministre. Pas plus que M. Maurice Faure je ne crois que l'enseignement post-scolaire puisse continuer à vivre sous ce régime. Il faut une loi que je déposerai au commencement de la session prochaine. (*Très bien ! très bien !*) Mais j'ai besoin, pour cela, de certains travaux complémentaires dont je n'ai pas encore les éléments. En réalité, il n'existe pas encore, au ministère de l'instruction publique — j'invoque l'opinion de tous ceux qui y sont passés — d'organisme applicable à l'enseignement post-scolaire.

Je demande au Sénat de bien vouloir maintenir le crédit.

M. le président de la commission des finances. Sous quelle rubrique ?

M. le ministre. Sous la rubrique « Enseignement post-scolaire ».

De la sorte, je serai autorisé par le Parlement, d'une façon formelle, à organiser cet enseignement qui est indispensable, ainsi que vous le reconnaissez vous-même, je le sais, encore plus énergiquement que moi. (*Applaudissements au centre et à gauche.*)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, la proposition de l'honorable ministre de l'instruction publique diffère complètement de celle de M. Strauss. Celui-ci visait, en effet, la création d'un service, tandis que M. le ministre de l'instruction publique nous demande un crédit destiné à permettre de réunir des documents et de préparer un projet de loi qu'il soumettra au Parlement.

M. Dominique Delahaye. Vous vous préparez à capituler.

M. le rapporteur général. La question se présente donc à la commission des finances d'une façon tout à fait différente.

Comme l'a dit tout à l'heure M. le rapporteur, la proposition de M. Paul Strauss ne donnait pas un centime de plus aux œuvres post-scolaires. (*Très bien ! très bien !*) Personne plus que nous ne les admire, et personne plus que nous ne rend hommage à M. Edouard Petit, dont les rapports remarquables et le dévouement sont connus de vous tous.

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le rapporteur. C'est un apôtre.

M. le rapporteur général. Mais la proposition de M. Strauss, je le répète, n'augmentait pas d'un centime le chiffre de 1 million inscrit au chapitre 142 du ministère de l'instruction publique. Au surplus, ce que nous craignons, à la commission des finances, vous l'avez dit, monsieur le ministre — le mot vous a échappé — c'était qu'il y eût là l'amorce d'un nouveau service. Or, il est à peine besoin de rappeler qu'au Sénat, dans toutes les discussions générales du budget, on s'élève contre le nombre croissant des fonctionnaires. Il nous apparaissait donc comme fâcheux de créer, non pas dans nos communes et dans nos départements, mais au ministère de l'instruction publique, un nouvel organisme n'apportant pas un centime de plus aux œuvres post-scolaires.

Voilà pourquoi la commission des finances était hostile à la mesure envisagée.

Etant données, toutefois, les explications de M. le ministre de l'instruction publique, nous sommes prêts à lui donner satisfaction et nous prions le Sénat de réserver le chapitre 1^{er}, jusqu'à ce que M. le ministre ait fait connaître à la commission, d'une manière plus précise, le montant de la somme dont il a besoin et la rubrique sous laquelle elle pourrait être accordée. (*Adhésion.*)

M. le président de la commission des finances. Nous demanderons à M. le ministre de vouloir bien venir s'expliquer devant la commission des finances. (*M. le ministre fait un signe d'assentiment.*)

M. Dominique Delahaye. C'est-à-dire que vous vous proposez de capituler demain. (*Rumeurs à gauche.*)

M. le président de la commission des finances. Nous nous proposons de faire quelque chose d'utile !

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. D'utile selon les aspirations de la loge et de la franc-maçonnerie dont vous êtes un membre.

M. le président de la commission des finances. Je ne suis pas franc-maçon et je ne l'ai jamais été.

M. Dominique Delahaye. Je vous demande pardon !

M. le président de la commission des finances. Si vous me donnez la bénédiction de franc-maçon, je le deviendrai ! (*Rires à*

gauche.) Comme vous hésitez à le faire, je vous déclare, encore une fois que je ne le suis pas !

M. Dominique Delahaye. Je vous donnerai la référence. Cependant, soyez tranquille, je ne vous la donnerai pas en public, avant de vous l'avoir communiquée en particulier, par égard pour vous.

Mais ce n'est pas le moment d'établir ici une controverse entre M. Peytral et moi : ce qui est beaucoup plus grave, c'est que vos œuvres post-scolaires sont le pistolet qui doit tuer l'enseignement catholique (*Rires à gauche*), et c'est pourquoi M. le ministre de l'instruction publique, dont on connaît l'ardeur qui s'est exercée même à Madagascar à la fois contre les catholiques et les protestants, vient nous demander l'amorce avant d'avoir le pistolet. (*Sourires.*) Je sais qu'il y a déjà un million inscrit aux œuvres complémentaires de l'école. Cela ne vous suffisant pas, vous proposez, monsieur le ministre, de nous entraîner, à propos d'œuvres post-scolaires, dans des dépenses folles.

M. le comte de Trévenac. Cela est bien égal aux membres de la majorité.

M. Dominique Delahaye. Oui, je sais que cela leur est égal, et c'est pour cette raison que je ne vote pas leur emprunt, parce que je ne vois pas l'utilité de leur livrer les deniers de France, alors qu'il s'agit pour eux de réduire à néant les efforts des catholiques, qui ne coûtent rien au budget. Vous ne réussirez pas plus dans vos œuvres post-scolaires que vous n'avez réussi dans l'enseignement primaire, car déjà vous êtes excédés de vos instituteurs dont vous ne pouvez pas vous faire obéir.

M. le rapporteur. C'est vous qui le dites.

M. Dominique Delahaye. C'est public; mais vous niez l'évidence. Vous savez bien que le désordre règne dans tous les rangs de l'enseignement, que les sous-maîtres ne veulent plus écrire aux maîtres, qu'ils ne réussissent à s'entendre que pour obtenir des augmentations de traitement au budget.

M. le rapporteur. Dans votre camp !

M. Dominique Delahaye. Dans notre camp ? qu'est-ce que cela veut dire ?

M. le rapporteur. Le camp antilaïque ?

M. Dominique Delahaye. Le camp antilaïque ne vous demande rien, si ce n'est la répartition proportionnelle scolaire.

M. le rapporteur. Vous nous prêtez des opinions que nous n'avons pas.

M. Dominique Delahaye. Vous niez l'évidence, nous connaissons cela; vous croyez que c'est un argument. Je ne proteste pas pour vous qui persévérez quand même, mais pour le public catholique.

M. le rapporteur. Je suis plus cartésien que vous. (*Rires.*)

M. Dominique Delahaye. C'est pourquoi nous protestons contre vos dilapidations à jet continu.

J'ai dit, samedi, à la tribune, que, qu'il s'agisse de projets sur la préparation militaire, ou sur l'enseignement technique et professionnel, ou sur l'enseignement post-scolaire, vous voulez mettre vos aliborons à même de répandre votre fameuse morale inexistante. Voilà, en réalité, le but que vous poursuivez. (*Très bien ! très bien ! à droite.* — *Rumeurs à gauche.*)

M. Maurice Faure. Les aliborons ne sont pas de notre côté ! (*Très bien ! à gauche.*)

M. le président. La commission a demandé que ce chapitre soit réservé ?

M. le ministre. Je ne m'y oppose pas.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

Le chapitre 1^{er} est réservé.

« Chap. 2. — Services généraux de l'administration centrale. — Indemnités, gratifications, secours, frais de mission, 85,371 francs. »

Ce chiffre est inférieur de 3,000 fr. à celui que la Chambre des députés a voté.

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 88,371 fr., proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 2 avec ce chiffre n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 2 avec le chiffre de 85,371 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 2 avec ce chiffre est adopté.)

M. le président. « Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 147,666 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Impressions, 117,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. — Personnel, 32,633 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Musée pédagogique. — Bibliothèque, office et musée de l'enseignement public. — Matériel, 19,617 fr. »

Ce chiffre est inférieur de 1,000 fr. à celui que la Chambre des députés a voté.

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 20,617 fr. proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 6 n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 6 avec le chiffre de 19,617 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 6, avec le chiffre de 19,617 fr. est adopté.)

M. le président. « Chap. 7. — Encouragements aux savants et gens de lettres. — Secours à leurs veuves et orphelins mineurs, 168,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Conseil supérieur et inspecteurs généraux de l'instruction publique, 396,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Administration académique. — Personnel, 607,880 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Administration académique. — Traitements de disponibilité et interruptions de traitement, 3,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Administration académique. — Indemnités, gratifications, secours, 17,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Administration académique. — Matériel, 84,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Inspection académique. — Traitements des inspecteurs d'académie des départements, 722,600 fr. »

M. le rapporteur. Un chiffre inférieur a été voté par la Chambre des députés, mais, en vertu d'une ventilation relative au chapitre 1^{er}, nous voyons inclus le chiffre de ce chapitre.

M. le président. Le premier amendement dont M. Cazeneuve a entretenu le Sénat porte sur ce chapitre et consiste à le réduire de 100 fr.

M. le président de la commission des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. le président de la commission des finances. Je voudrais, en quelques mots seulement, faire comprendre au Sénat le danger que présente ce procédé consistant à diminuer les crédits votés par la Chambre des députés pour qu'ils puissent retourner devant elle aux fins d'augmentation.

Il est certain que si cette méthode, qui a

été malheureusement trop souvent employée jusqu'ici et contre laquelle la commission des finances vient de se prononcer d'une manière définitive, se généralisait, nous arriverions à ne plus faire de budget ici. Le budget serait fait à la Chambre des députés et nous n'aurions plus qu'à l'accepter tel qu'il en revient. (*Très bien! très bien!*)

La commission s'élève contre ce procédé et demande au Sénat de ne pas l'adopter. (*Applaudissements.*)

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, je crois que l'honorable président de la commission des finances a dit vrai. Si ce procédé devait se généraliser, je crois que finalement une perturbation serait apportée dans la tradition que veulent respecter la commission des finances et le Sénat. Mais j'ai dit, et je pourrais souligner cela d'une raison, d'un motif, que c'était à titre tout à fait exceptionnel; si, sur ces cinq chapitres qui visent l'enseignement primaire, nous demandons cette réduction, nous pouvons invoquer un précédent.

Messieurs, faut-il vous rappeler qu'un directeur de l'enseignement primaire éminent, très estimé et très regretté, en raison des services rendus, a été malade pendant un certain temps, et que ces questions n'ont pas pu, à l'époque où on les a discutées devant la Chambre, être suffisamment mises au point? Ma proposition est donc tout à fait exceptionnelle. Aussi je prie l'honorable président de la commission des finances de ne pas insister pour la combattre.

M. le président. Messieurs, il est certain que la procédure dont il s'agit constituerait une innovation contre laquelle le Sénat s'est toujours élevé (*Très bien! très bien!*), et M. Cazeneuve en fait la proposition dans cinq chapitres différents.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Messieurs, la commission des finances déclare qu'elle sera impuissante, si vous votez ces réductions indicatives pour cinq chapitres du budget de l'instruction publique, à s'opposer à des mesures semblables pour un grand nombre d'autres chapitres. (*Très bien! très bien!*) La Chambre, qui s'est prononcée avant nous et en connaissance de cause, a voté des crédits. Est-ce vraiment à nous de ne pas les trouver suffisants, alors que les élus du suffrage universel les ont jugés tels? Il me semble, messieurs, que c'est au Gouvernement à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans le prochain budget de 1915 ou à nous demander des crédits supplémentaires. (*C'est cela!*) J'insiste en tout cas sur ce fait qui n'est le Gouvernement, ni la Chambre n'ont jugé à propos de nous saisir de ce nouveau classement.

Au surplus, j'ai demandé tout à l'heure à M. le ministre des finances de nous faire connaître quelles seraient les répercussions budgétaires de ce reclassement: elles doivent être considérables, mais quant à leur chiffre exact, il n'est pas connu.

On nous appelle donc, messieurs, à voter dans une complète ignorance et à donner à la Chambre un blanc-seing pour une augmentation dont elle n'a pas voulu!

Votre commission des finances vous demande dès à présent de ne pas franchir ce Rubicon, parce que cela plus tard pourrait coûter cher. (*Applaudissements.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement

déposé par M. Cazeneuve et qui tend à une réduction de 100 fr. sur le chapitre 13.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chiffre de 722,600 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 13, avec le chiffre de 722,600 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 14. — Inspection académique. — Traitements des secrétaires et commis, 868,000 fr. »

Sur ce chapitre, M. Cazeneuve avait déposé un amendement.

M. Cazeneuve. Monsieur le président, du moment que le Sénat est entré dans les vues de la commission des finances, mes autres propositions sur les quatre chapitres suivants tombent d'elles-mêmes et je retire mes amendements.

M. le président. S'il n'y a pas d'autre observation sur le chapitre 14, je le mets aux voix.

(Le chapitre 14 est adopté.)

M. le président. « Chap. 15. — Inspection académique. — Traitements de disponibilité, 15,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Secours et indemnités aux anciens fonctionnaires de l'inspection académique et à leurs veuves ou orphelins, 25,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Inspection académique. — Matériel, 73,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Frais généraux de l'enseignement supérieur, 97,650 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Université de Paris. — Personnel, 4,234,860 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Université des départements. — Personnel, 8,604,035 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Universités. — Indemnités et allocations diverses, 167,978 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Universités. — Matériel, 2,478,179 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Examens et concours de l'enseignement supérieur, 324,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Bourses de l'enseignement supérieur. — Université de Paris, 138,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Bourses de l'enseignement supérieur. — Universités des départements, 262,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Bourses d'études, de voyages et de séjour à l'étranger, de médecine et de pharmacie, 107,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Fonds pour l'expansion universitaire et scientifique de la France à l'étranger, 264,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Ecoles des hautes études. — Personnel, 281,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Ecole des hautes études. — Matériel, 100,964 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Ecole normale supérieure. — Personnel, 68,617 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Ecole normale supérieure. — Indemnités, gratifications, secours, 2,200 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 32. — Ecole normale supérieure. — Matériel, 231,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Collège de France. — Personnel, 564,550 fr. »

La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Messieurs, la Chambre a voté un modeste supplément de crédits de 2,000 fr. qui doit correspondre, pour le mois de décembre 1914, à la dotation de deux chaires nouvelles au Collège de France.

M. Halgan. Elles sont déjà trop nombreuses!

M. Paul Strauss. Je ne le crois pas. Le Collège de France est un des foyers les plus rayonnants et les plus précieux de la haute

culture française, un de ceux qui lui font le plus d'honneur.

Ce grand établissement a deux sortes d'enseignements, l'un abstrait, désintéressé; l'autre concret, utilitaire; dans ce second ordre d'idées, les noms glorieux de Marcelin Berthelot et de Claude Bernard rappellent tout ce que cette grande maison a fait et continue à faire pour la science.

Aujourd'hui, il s'agit précisément de deux chaires d'application pratique et utilitaire : la chaire de la physiologie du travail et celle de l'économie publique.

Depuis de longues années — ce sont MM. Chauveau et Marey, deux illustres savants, qui ont ouvert la voie — on s'est efforcé non seulement dans notre pays, mais encore à l'étranger, notamment aux Etats-Unis, de mesurer l'activité musculaire, d'évaluer le rendement de cette énergie, d'établir, sur des données scientifiques, la physiologie du travail.

Dans son rapport très documenté, M. Adrien Veber a analysé les recherches expérimentales de M. le professeur Imbert, de Montpellier, ainsi que les travaux de M. Lahy et de M. Laufer; ceux de MM. Laugier, Charles Richet, Amar, de M. le professeur Langlois. Qui n'aperçoit l'intérêt pratique de telles recherches, de telles études, pour la prévention du surmenage, pour la lutte contre l'alimentation vicieuse, pour les conditions de travail, pour l'hygiène et la santé des travailleurs?

Depuis plusieurs années, à la Chambre des députés, M. Edouard Vaillant n'a cessé de plaider cette thèse. Cette fois, son initiative persévérante a eu gain de cause.

D'accord, avec M. le ministre de l'instruction publique, M. René Viviani, le rapporteur de la commission du budget à la Chambre, M. Adrien Veber a proposé ce crédit de 1,000 fr. qui doit, pendant le mois de décembre, — puisque le Collège de France ouvre ses cours le 1^{er} décembre de chaque année — doter la nouvelle chaire.

Je considère que sous ses apparences modestes, ce crédit est symbolique, parce qu'il prouve combien le haut enseignement, l'enseignement supérieur est solidaire de toutes les recherches d'ordre économique et social.

Au point de vue de notre législation du travail, il n'est pas indifférent que divers laboratoires, au collège de France comme au conservatoire des arts et métiers, nous donnent sur la physiologie du travail des éléments d'information précis.

Je me permets donc d'insister auprès de la commission des finances du Sénat pour que ce modeste crédit de 1,000 fr. soit rétabli.

Les mêmes considérations, bien qu'un peu différentes, puisqu'elles ne visent pas le même objet, s'appliquent à la création de la chaire d'économie publique. L'économie publique — c'est un peu un néologisme — diffère de l'économie politique. Elle embrasse plus spécialement l'examen comparatif, l'étude analytique du fonctionnement des services publics; que ceux-ci soient confiés à l'Etat, aux départements ou aux communes, ils sont très nombreux dans notre pays comme, d'ailleurs, dans le monde entier. Je n'en ferai pas l'énumération complète. Pour les communes, par exemple, les distributions d'eau, de gaz, d'électricité, les tramways, les travaux de voirie, les services de l'enlèvement des ordures, la vidange, le service de désinfection, les pompes funèbres, les fours crématoires, les marchés, les bureaux de placement, les abattoirs, etc., etc. Les services départementaux n'offrent pas de moindres objets d'études et de comparaisons.

Dans l'ordre national, l'étude approfondie des monopoles d'Etat, des services publics, tant en France qu'à l'étranger, comporte

également des leçons qui seront très profitables aux auditeurs d'un établissement tel que le collège de France, ainsi que l'ont si bien démontré MM. Adrien Veber et Albert Thomas dont l'argumentation a obtenu l'adhésion de M. le ministre de l'instruction publique et l'assentiment de la Chambre.

De leur côté, les pouvoirs publics pourront y puiser également des enseignements utiles; c'est pourquoi je demande au Sénat — et je suis certain que M. le ministre de l'instruction publique d'aujourd'hui ne sera pas en désaccord avec son éminent prédécesseur — le rétablissement du crédit pour que ces deux chaires soient créées au collège de France, en raison de leur destination pratique, économique et sociale. (*Très bien! très bien!*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, votre commission estime que le moment n'est pas encore venu de créer ces deux chaires. En tous cas, si vous en adoptiez la création sur les bases votées par la Chambre des députés, c'est-à-dire en consacrant un crédit de 1,000 fr. à chacune d'elles pour le dernier mois de l'année, vous vous trouveriez avoir créé cette anomalie que, les traitements au Collège de France ayant été portés, en vertu d'une loi antérieure, à 12,000 fr. par titulaire, à la condition que le nombre des chaires tombât par extinction à quarante, chacun des titulaires ayant moins de 12,000 fr. verrait se répartir sur lui la somme créée par cette extinction.

De sorte que si tout de suite vous instauriez les deux professeurs nouveaux à 1,000 francs, ils se trouveraient par là même primer d'anciens professeurs du Collège de France qui resteraient à 10,000 fr. (*Très bien! très bien!*)

Je vous signale cette anomalie. Quant au fond je n'y viens pas. J'attends l'opinion de M. le ministre.

M. le ministre de l'instruction publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, vous me permettez de défendre très brièvement le rétablissement du crédit dont la commission des finances et l'honorable rapporteur du budget de l'instruction publique proposent la suppression.

Il a paru, à juste raison, à la Chambre des députés et au Gouvernement d'alors que les deux chaires qui vous sont demandées et dont la commission rejette la création étaient parmi celles qui offrent le plus d'intérêt pour le développement de la science sociologique dans ses applications pratiques et politiques. L'économie politique embrasse un domaine immense, et il est assez naturel qu'on en détache une partie comme celle réservée à une chaire d'économie publique.

Je tiens à faire remarquer qu'à l'heure actuelle, quoi qu'en puissent penser ceux qui professent une opinion contraire, l'Etat élargit sans cesse son rôle d'industriel et d'administrateur. Il est donc extrêmement utile et dans l'intérêt de tous, de déterminer les conditions de cette exploitation industrielle. (*Très bien! très bien!*)

Quant à la chaire de physiologie générale du travail, c'est une branche fort intéressante de la physiologie appliquée, dans ses rapports avec la physiologie générale et l'hygiène, qui ne figure ni dans nos laboratoires, ni dans l'enseignement de nos facultés de médecine, et qui, dans les facultés des sciences, est encore insuffisamment représentée. (*Très bien!*)

Il y a longtemps — en 1850 — que Michel Lévy, dans son ouvrage sur *La physiologie et l'hygiène*, a abordé cette question; elle est restée depuis lors assez peu étudiée. C'est dans ces années dernières qu'elle a été posée chaque fois que les associations ouvrières et les hygiénistes ont réclamé la diminution des heures de travail et un rapport entre l'effort demandé à l'ouvrier et son énergie vitale.

Il est indispensable que nous puissions légiférer sur des bases plus scientifiques que celles qui ont été admises jusqu'à ce jour. Nous n'avons fait, jusqu'à présent, que des lois de sentiment à propos du travail. Il faut, dans l'intérêt de leur application et de leur efficacité, faire des lois d'origine scientifique et, pour cela, il serait utile d'avoir des documents qui, je le répète, sont dispersés, incomplets, et qui n'ont fait l'objet d'étude de la part de quelques savants que d'une façon un peu accessoire.

M. le rapporteur. C'est le sentiment chiffré.

M. le ministre. Pour que le sentiment se chiffre d'une façon sage, il est indispensable que la base d'étude soit scientifique. (*Très bien!*)

M. le président de la commission des finances. Vous avez l'académie de médecine et le conseil supérieur d'hygiène.

M. le ministre. L'académie de médecine et le conseil supérieur d'hygiène, composés de savants remarquables, ne sauraient avoir d'opinions précises sur ces matières qu'après les avoir spécialement étudiées. Or, les conditions du travail n'ont pas été jusqu'à ce jour analysées sur un programme défini, rationnel en un mot.

Des communications, des rapports sur des problèmes spéciaux ont été présentés, — j'en connais un certain nombre — mais il serait bien difficile d'avoir un aperçu général pouvant servir de base scientifique à une loi. (*Marques d'approbation sur divers bancs.*)

M. Dominique Delahaye. Que dites-vous donc? Il n'y a pas d'ouvrier qui ne puisse travailler dix heures par jour; nous le savons bien, nous n'avons pas besoin de dynamomètre pour cela!

M. le président. Demandez-vous la parole, monsieur Delahaye?

M. Dominique Delahaye. Je la demanderai, monsieur le président.

M. le ministre. Messieurs, M. le rapporteur a présenté l'observation suivante: Si l'on vote 1,000 fr. par chaire, a-t-il dit, pour le mois de décembre, les titulaires des chaires nouvelles auront un traitement supérieur au traitement de ceux des chaires anciennes, et l'accession de ces anciens titulaires au traitement de 12,000 fr. serait indéfiniment retardée.

M. le rapporteur. C'est le contraire qu'il faudrait dire!

M. le ministre. C'est le contraire qui serait logique. (*Très bien!*) Je ne m'oppose donc pas à ce que le chiffre du traitement des nouveaux titulaires soit diminué et réduit à 10,000 fr. au lieu de 12,000. Il serait, en effet, quelque peu injuste que des titulaires nouveaux eussent un traitement égal à celui que leurs aînés ont pu obtenir. Sur ce point, je me rallie entièrement à l'observation de M. le rapporteur. (*Très bien! très bien!*)

Il me reste un mot à ajouter. On a pris, l'année dernière, un décret sur la réduction du nombre des chaires du collège de France. Incontestablement, les intentions étaient excellentes, mais peut-être la réalisation a-t-elle présenté quelques inconvénients. Lorsqu'on s'en remet à la mort pour fixer

Le choix des enseignements qui doivent être supprimés, on peut arriver à de singulières désillusions. Le titulaire d'une chaire très importante dont le successeur est, en quelque sorte, désigné par ses travaux antérieurs peut disparaître le premier par décès; ne serait-il pas réellement regrettable de supprimer cette chaire alors que d'autres beaucoup moins utiles continueraient à exister? (*Très bien! très bien!*)

L'intention formelle du Gouvernement est donc de vous présenter pour le budget de 1915 le rétablissement d'un crédit pour toutes les chaires — en se réservant d'ailleurs de provoquer plus tard, sur la proposition du ministre de l'instruction publique — la suppression de certains enseignements qui ne paraîtraient pas assez suivis ou qui auraient perdu de leur actualité ou de leur utilité. (*Très bien! très bien!*)

Sous le bénéfice de ces observations, et en me prononçant pour la réduction du crédit à 20,000 fr., j'insiste pour que le libellé du chapitre soit rétabli. (*Approbation à gauche.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le dernier argument de M. le ministre est évidemment excellent pour l'avenir. Il est clair que laisser les chaires se décimer par la mort, alors que les plus importantes peuvent disparaître, alors que la maison est bâtie en hommes, comme on dit, depuis 300 ans, serait une absurdité; mais, en l'espèce, il ne s'agit pas de cela; il s'agit uniquement de la création de deux chaires; et, malgré les explications de M. le ministre, la commission persiste dans son opinion, à savoir que l'heure n'est pas encore venue de créer ces deux chaires.

M. le président de la commission des finances. L'heure viendra, l'année prochaine, au moment où M. le ministre procédera au remaniement général de toutes les chaires du Collège de France.

M. Paul Strauss. Il y aura un an de perdu!

M. Dominique Delahaye. La commission a si bien parlé que je n'ai plus qu'à me taire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 566,550 fr., proposé par la Chambre des députés; ce chiffre est supérieur de 2,000 fr. à celui proposé par votre commission des finances.

M. Strauss demande le rétablissement du chiffre voté par la Chambre.

M. Paul Strauss. Avec la réduction indiquée par M. le ministre de l'instruction publique.

M. le président. La commission des finances repousse le chiffre de la Chambre. Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 33 avec le chiffre de 566,550 francs n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 33 avec le chiffre de 564,550 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 33, avec le chiffre de 564,550 est adopté.)

M. le président. « Chap. 31. — Collège de France. — Indemnités, gratifications, secours, 2,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Collège de France. — Matériel, 76,560 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Ecole des langues orientales vivantes. — Personnel, 173,450. » — (Adopté.)

« Chap. 37. — Ecole des langues orientales vivantes. — Indemnités, gratifications, secours, 1,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Ecole des langues orientales vivantes. — Matériel, 21,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Ecole des chartes. — Personnel, 72,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Ecole des chartes. — Indemnités, gratifications, secours, 1,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Ecole des chartes. — Matériel, 13,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Ecole française d'Athènes. — Personnel, 53,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43. — Ecole française d'Athènes. — Indemnités, gratifications, secours, 500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Ecole française d'Athènes. Matériel, 70,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Ecole française de Rome. — Personnel, 42,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 46. — Ecole française de Rome. — Matériel, 32,860 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Muséum d'histoire naturelle. — Personnel, 736,500 fr. »

La Chambre des députés a voté un chiffre supérieur de 24,000 fr.

La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Messieurs, je m'excuse de prendre encore la parole au cours du budget de l'instruction publique; mais lorsque de justes causes me sollicitent, je ne saurais les délaisser sans manquer à mon devoir.

Une portion de crédit est destinée, sur ce chapitre, au petit personnel du Muséum d'histoire naturelle, sur la situation duquel, les années précédentes, nos collègues MM. Maurice Faure et Couyba, après mon ami M. Steeg, alors député, ont appelé votre bienveillante attention. Ce sont de modestes agents, gardiens de galeries, jardiniers, dont le traitement de début, fixé à 1,500 fr., peut aller jusqu'à un maximum de 2,000 fr. Les surveillants militaires reçoivent de 1,200 à 1,400 fr. Je vous laisse à penser comment, avec la cherté de la vie parisienne, en pleine crise des loyers, d'aussi modestes fonctionnaires, peuvent arriver à assurer la subsistance de leur famille.

J'ajoute que nombreux ont été ceux de nos collègues du Parlement qui se sont émus d'une situation si intéressante; ce sont : MM. Desplas, Painlevé, Leboucq, F. Buisson, Messimy, Millerand et Ch. Benoist, en 1911; plus récemment encore, MM. Painlevé, Ch. Benoist et Nortier ont renouvelé ces instances en faveur du petit personnel du Muséum : il y a là, en effet, de véritables détresses.

La commission du budget de la Chambre et la Chambre elle-même ont voté, sur le rapport de M. Adrien Veber et d'accord avec le Gouvernement, un crédit de 24,000 fr., destiné à améliorer les traitements de ce petit personnel.

J'ajoute que cette somme a été prélevée sur le crédit du matériel, dont la diminution devra être compensée par l'emploi d'un boni disponible.

Je laisse à M. le ministre de l'instruction publique, qui a compétence et autorité à cet égard, non seulement le soin de défendre la cause de ces petits fonctionnaires, mais celui de justifier l'opération de comptabilité grâce à laquelle, sans accroissement de charges, cette augmentation de 24,000 fr. peut être votée.

Je demande au Sénat de faire justice en faveur de ces petits fonctionnaires qui peuvent être comptés parmi les plus mal traités, parmi ceux qui servent l'Etat avec zèle et fidélité!

Je suis convaincu que le Sénat voudra donner satisfaction à d'aussi justes doléances. (*Très bien! très bien!*)

M. le ministre de l'instruction publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Je partage entièrement l'opinion de l'honorable M. Strauss quant à la nécessité impérieuse de relever le traitement des petits fonctionnaires du Muséum. Il n'est pas possible que des traitements aussi infimes que ceux qui leur sont attribués constituent plus longtemps les seules ressources de certains employés de l'Etat.

Mais je soumetts au Sénat cette observation : il est peut-être regrettable qu'on ait pris la dépense sur les crédits du matériel...

M. le président de la commission des finances. Très bien!

M. le ministre. ... ce qui revient à diminuer les crédits des laboratoires du Muséum, déjà trop pauvrement dotés.

Puisque la commission s'oppose à la procédure proposée, je m'engage à demander à la Chambre une augmentation de 24,000 fr. nécessaire au chapitre « Personnel » mais sans diminuer le crédit du matériel. (*Très bien! très bien!*)

M. le rapporteur. La commission n'est pas insensible du tout aux arguments émouvants de M. Cazeneuve, fortifiés par ceux de M. le ministre.

Elle connaissait cette situation et elle n'a repoussé qu'à cause du procédé une ventilation qui consiste à prendre sur le matériel 24,000 fr. pour le personnel. Or je sais par le directeur même du Muséum que ce chiffre du matériel est déjà insuffisant pour deux raisons; dont la première est que la ventilation est repoussée par l'orthodoxie en matière financière de votre commission, et la deuxième, que le chapitre lui-même sur lequel on prend, n'est déjà pas suffisamment doté. (*Applaudissements.*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation?...

Je mets aux voix le chiffre de 760,500 fr. voté par la Chambre des députés et repoussé par votre commission.

M. Paul Strauss. Dans ces conditions je me borne à prendre acte de la franche bienveillance que M. le ministre a bien voulu me faire et qui me permet d'espérer une prochaine solution favorable.

M. le président. Quoiqu'il en soit je dois consulter, selon l'usage, le Sénat sur le chiffre voté par la Chambre. (*Adhésion.*)

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 760,500 fr., proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 47, avec le chiffre de 760,500 francs, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 47 avec le chiffre 736,500 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 47, avec le chiffre de 736,500 francs, est adopté.)

M. le président. « Chap. 48. — Muséum d'histoire naturelle. — Indemnités, gratifications, secours, 20,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 49. — Muséum d'histoire naturelle. — Matériel, 318,140 fr. »

Je mets aux voix le chiffre de 318,140 fr., proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 49 avec le chiffre de 318,140 francs est adopté.)

M. le président. « Chap. 50. — Observatoire de Paris. — Personnel, 192,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Observatoire de Paris. — Indemnités, gratifications, secours, 13,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 52. — Observatoire de Paris. — Matériel, 60,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Publication de la carte photographique du ciel, 90,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 54. — Bureau central météorologique. — Personnel, 134,880 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 55. — Bureau central météorologique. — Indemnités, gratifications, secours, 4,220 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 56. — Bureau central météorologique. — Matériel, 81,750 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 57. — Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Personnel, 46,450 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 58. — Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Indemnités, gratifications, secours, 2,250 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 59. — Observatoire d'astronomie physique de Meudon. — Matériel, 36,090 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 60. — Bureau des longitudes. — Personnel, 117,950 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 61. — Bureau des longitudes. — Indemnités, gratifications, secours, 8,170 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 62. — Bureau des longitudes. — Matériel, 24,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 63. — Subvention à la société des observatoires du mont Blanc, 8,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 64. — Institut national de France. — Personnel, 68,868 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 65. — Institut national de France. — Indemnités académiques aux membres de l'Institut et indemnités à divers, 422,982 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 66. — Institut national de France. — Matériel, 208,300 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 67. — Publication des travaux de la mission de l'Equateur, 22,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 68. — Académie de médecine. — Personnel, 55,050 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 69. — Académie de médecine. — Matériel, 29,100 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 70. — Subventions à des sociétés savantes et à des établissements libres d'enseignement supérieur, 142,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 71. — Subvention à la caisse des recherches scientifiques, 35,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 72. — Publication des travaux de l'expédition française au Pôle Sud, 26,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 73. — Voyages et missions scientifiques et littéraires, 210,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 74. — Musée d'ethnographie. — Personnel, 20,020 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 75. — Musée d'ethnographie. — Indemnités, gratifications, secours, 1,100 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 76. — Musée d'ethnographie. — Matériel, 6,730 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 77. — Institut français d'archéologie orientale au Caire, 107,760 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 78. — Subvention à la mission scientifique du Maroc, 50,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 79. — Publications diverses, 190,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 80. — Fouilles archéologiques en Perse, 201,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 81. — Bibliothèque nationale. — Personnel, 501,475 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 82. — Bibliothèque nationale. — Indemnités, gratifications, secours, 20,000 francs. » — (Adopté.)
 « Chap. 83. — Bibliothèque nationale. — Matériel, 331,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 84. — Bibliothèque nationale. — Catalogues, 81,000 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 85. — Bibliothèques publiques. — Personnel, 151,520 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 86. — Bibliothèques publiques. — Indemnités, gratifications, secours, 980 fr. » — (Adopté.)
 « Chap. 87. — Bibliothèques publiques. — Matériel, 68,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 88. — Catalogues des manuscrits et incunables, 15,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 89. — Services généraux des bibliothèques et des archives, 39,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Souscriptions scientifiques et littéraires. — Bibliothèques municipales et populaires, 162,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 91. — Archives nationales. — Personnel, 227,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 92. — Archives nationales. — Indemnités et préciputs, 1,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Archives nationales. — Matériel, 25,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 94. — Frais généraux de l'enseignement secondaire, 210,800 fr. »

Ce chiffre est inférieur de 15,000 fr. à celui que la Chambre des députés a voté et qui est repoussé par votre commission.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Le chiffre de 225,800 fr. est repoussé par la commission d'accord avec le Gouvernement.

L'époque à laquelle nous aurions pu voter le crédit pour le concours général était trop tardive. Dans les classes supérieures qui prennent part au concours général, les examens sont la première préoccupation.

Si l'on faisait prendre le dessus par celle du concours général, la préparation aux examens en souffrirait. Il faut donc que ces deux choses soient faites en deux temps distincts. La date où nous voterions le budget ferait coïncider ces deux temps. Le principal nuirait à l'accessoire. C'est pourquoi cette année on vous propose de supprimer le crédit. *(Pas bien ! très bien !)*

M. le président. La commission est d'accord avec le Gouvernement pour repousser le chiffre de la Chambre?

M. le rapporteur. Parfaitement, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 225,800 fr., proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 94 avec le chiffre de 225,800 francs n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 94 avec le chiffre de 210,800 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 94 avec le chiffre de 210,800 francs est adopté.)

M. le président. « Chap. 95. — Subventions fixes quinquennales pour insuffisance de recettes des externats des lycées nationaux de garçons, 8,729,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 96. — Subventions pour insuffisance de recettes des internats des lycées nationaux de garçons, 150,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 97. — Frais généraux des lycées nationaux de garçons, 115,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 98. — Indemnités d'agrégation dans les lycées de garçons, 728,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 99. — Compléments de traitements des fonctionnaires des lycées de garçons et traitements des fonctionnaires en surnombre, 8,506,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Collèges communaux de garçons, 6,190,500 fr. »

M. Eugène Lintilhac. Il y a à l'occasion des chapitres 100 et 101 une erreur matérielle inexplicable qui figure cependant au *Journal officiel*.

On subventionnait ce chapitre 101 d'un crédit de 250,000 fr. Or, il s'agissait de subventionner les municipalités qui créent ces services de surveillants généraux et

non pas des fonctionnaires. L'erreur était explicable, mais elle n'en était pas moins fâcheuse. Il faut donc reporter au chapitre 100 le crédit de 250,000 fr. repoussé au chapitre 101.

De là l'augmentation du chapitre 100 et la diminution correspondante du chapitre 101.

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 100 avec le chiffre de 6,190,500 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 100, avec le chiffre de 6,190,500 fr., est adopté.)

M. le président. « Chap. 101. Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des collèges communaux de garçons, 4,330,326 fr. »

Je mets aux voix ce chapitre avec le chiffre de 4,330,326 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 101, avec ce chiffre, est adopté.)

M. le président. « Chap. 102. — Frais généraux des collèges communaux de garçons, 58,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 103. — Ecole normale de Sèvres. — Personnel, 155,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 104. — Ecole normale de Sèvres. — Matériel, 101,499 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 105. — Lycées nationaux de jeunes filles, 1,571,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 106. — Collèges communaux de jeunes filles, 838,225 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 107. — Compléments de traitements des fonctionnaires et professeurs des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles, 1,890,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 108. — Cours secondaires de jeunes filles. — Frais généraux des lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles, 311,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 109. — Subventions aux collèges et cours secondaires de jeunes filles qui seront créés dans le courant de 1914, 25,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 110. — Bourses nationales et dégrèvements dans les lycées, collèges et cours secondaires. — Remises dans la proportion des crédits disponibles, et après examen, en faveur des enfants des familles nécessiteuses, 2,916,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 111. — Bourses nationales aux élèves martiniquais dans les lycées et collèges, 30,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 112. — Remises universitaires accordées dans les lycées et collèges de garçons, dans les lycées, collèges et cours secondaires de jeunes filles, 2,369,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 113. — Subvention et bourses d'externat à l'école alsacienne, 65,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 114. — Frais de suppléance des fonctionnaires en congé pour cause de maladie, 252,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 115. — Traitements, indemnités et allocations pour inactivité ou interruption d'emploi. (Enseignement secondaire), 301,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 116. — Frais de déplacement des fonctionnaires de l'enseignement secondaire en exercice, 53,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 117. — Secours aux fonctionnaires de l'enseignement secondaire en exercice, 31,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 118. — Secours aux anciens fonctionnaires de l'enseignement secondaire, à leurs veuves ou à leur famille, 190,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 119. — Subventions aux lycées pour l'amélioration de la situation des agents de service de ces établissements, 428,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 120. — Enseignement primaire. — Inspecteurs et inspectrices. — Inspectrices générales et départementales des écoles maternelles, 2,662,360 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 121. — Frais généraux de l'enseignement primaire et indemnités temporaires exceptionnelles, 552,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 122. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. — Personnel, 90,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 123. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Fontenay-aux-Roses. — Matériel, 91,344 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 124. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. — Personnel, 91,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 125. — Ecole normale supérieure d'enseignement primaire de Saint-Cloud. — Matériel, 63,960 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 126. — Ecoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. — Personnel, 5,101,295 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 127. — Indemnités diverses et frais de déplacement du personnel des écoles normales primaires, 30,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 128. — Ecoles normales primaires d'instituteurs et d'institutrices. — Matériel, 5,224,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 129. — Enseignement primaire supérieur, 7,222,245 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 130. — Augmentation des traitements et primes aux titulaires du brevet supérieur ou assimilés pour les instituteurs et institutrices titulaires et délégués dans les écoles primaires supérieures, les instituteurs et institutrices détachés dans les lycées et collèges de garçons et les commis d'inspection académique, 273,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 131. — Bourses nationales d'enseignement primaire supérieur et d'enseignement primaire, 825,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 132. — Traitements du personnel de l'enseignement primaire élémentaire en France, moins les villes de plus de 150,000 âmes, 223,204,570 fr. »

M. le rapporteur. Chiffre rectifié, monsieur le président.

M. le président. Ce chiffre est inférieur de 1,985,000 fr. à celui que la Chambre des députés a voté et qui est de 225,189,570 fr.

Il y a sur ce chapitre deux amendements : l'un de MM. Perchot, Sarraut et Nègre, qui demande au Sénat d'adopter le chiffre voté par la Chambre des députés; l'autre de MM. Cazeneuve, Beauvisage, Bersez, Castillard, Chautemps, Debierre, Fiquet, Goy, Herriot, Jules Mercier, Pérès, Perreau, Pontelle, Ranson, Ratier, Reynald, Rouzé, Maurice Sarraut, Paul Strauss, Trystram, Vermorel, Vieu, Vincent, qui demandent un relèvement de 15,000 fr. seulement.

M. Cazeneuve. Cet amendement a trait à une autre question, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Perchot.

M. Perchot. Messieurs, la Chambre des députés avait adopté dans les articles 81 à 85 des dispositions tendant à améliorer la situation matérielle de certaines catégories de maîtres de l'enseignement primaire. Notre commission des finances n'a pas cru devoir les maintenir, elle les a rejetées ou disjointes, non par hostilité aux maîtres de l'enseignement primaire, j'en suis bien convaincu, mais en raison des charges budgétaires qui allaient en résulter.

Parmi les mesures rejetées ainsi par notre commission de finances, il en est deux sur lesquelles je vous demande la permission d'appeler votre bienveillante attention.

La première concerne les instituteurs et les institutrices âgés d'au moins quarante-neuf ans au 1^{er} juillet 1914, elle fait l'objet de l'article 83 du projet de budget de la Chambre, article ainsi libellé :

« Le bénéfice des dispositions de l'alinéa C de l'article 62 de la loi de finances du 30 juillet 1913 est accordé, à compter du 1^{er} juillet 1914, aux instituteurs et institutrices titulaires, qui, à cette date, seront âgés de quarante-neuf ans. »

Cet article, proposé par la commission du budget, adopté par le Gouvernement avait été voté par la Chambre à l'unanimité. Il accordait dès cette année aux instituteurs et institutrices âgés d'au moins quarante-neuf ans au 1^{er} juillet 1914 le bénéfice intégral de l'augmentation de traitement qui a été votée en 1913 dans la loi de finances et dont les dépenses correspondantes devaient être supportées par les exercices 1913, 1914, 1915, 1916 et 1917.

Sans revenir sur les considérations qui nous ont amenés l'an dernier à voter ces augmentations de traitement, vous me permettrez de rappeler que nous avons voulu, à ce moment, mettre les traitements des instituteurs plus en harmonie avec la cherté de la vie actuelle et atténuer dans une certaine mesure les difficultés de plus en plus grandes du recrutement du personnel de l'enseignement laïque.

Vous savez, en effet, messieurs, que le nombre des candidats aux écoles normales primaires diminue d'année en année. L'an dernier, malgré le vote de cette augmentation de traitement, il ne s'est présenté que 3,314 candidats pour 1,600 places. Dans un certain nombre de départements, il n'y avait pas deux candidats pour une place, ce qui, vous l'avouerez, ne donne pas beaucoup de garanties pour le niveau intellectuel des futurs maîtres. Vous savez aussi que le nombre des maîtres qui quittent l'enseignement est de plus en plus grand.

M. Maurice-Faure. Depuis la nouvelle loi militaire.

M. Perchot. Quoiqu'il en soit, à cause de notre situation budgétaire, nous avons, avec raison à mon avis, décidé que les dépenses résultant de l'augmentation de traitement seraient réparties sur cinq exercices. Ce système d'échelonnement, malheureusement trop justifié par les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, outre qu'il retarde pour les intéressés le bénéfice des mesures prises en leur faveur, présente un gros inconvénient : il ne permet pas aux maîtres et maîtresses déjà âgés de bénéficier entièrement de l'augmentation de traitement qui leur a été accordée. Cette augmentation votée en 1913 ne recevant la totalité de son effet qu'en 1917 et, d'autre part, la retraite étant calculée sur la moyenne des 6 dernières années, il leur faudrait rester en fonctions jusqu'en 1923 pour bénéficier entièrement de l'augmentation de traitement qui leur a été accordée en 1913, c'est-à-dire d'une amélioration de pension de 16 fr. 66 à 33 fr. 33.

M. Gustave Rivet. C'est cela.

M. Perchot. Pour toutes ces raisons les amicales d'instituteurs avaient demandé que les annuités inscrites dans les budgets de 1915 et suivants fussent supprimées et que le budget de 1914 comportât la totalité des crédits nécessaires à la réalisation complète de la réforme. Le nombre des instituteurs étant de 106,500, l'augmentation de la dépense inscrite en 1914 aurait été, par conséquent, de 106,500 fois 150 fr., c'est-à-dire 15,975,000 fr.

Les instituteurs invoquaient à l'appui de leurs revendications la réduction d'un certain nombre d'annuités d'augmentation déjà consenties à d'autres fonctionnaires et aussi la réalisation rapide du relèvement de solde des officiers pour lequel deux annuités ont été inscrites dans le même exercice budgétaire.

Le ministre des finances du précédent cabinet leur fit comprendre qu'en raison des difficultés budgétaires actuelles il ne pouvait leur assurer l'assimilation complète avec les relèvements de solde des officiers. Avec une modération qui fait honneur au corps enseignant, les amicales demandèrent que le bénéfice immédiat de l'augmentation votée en 1913 fut exclusivement réservé aux vieux maîtres, à ceux qui avaient connu des traitements de 700 à 800 fr. ...

M. le rapporteur. Et même 400 fr. !

M. Perchot. ...et même 400 fr., et qui avaient le plus contribué à la laïcisation des écoles publiques. (*Très bien ! très bien !*)

La Chambre fut ainsi amenée, pour établir une ligne de démarcation, à considérer surtout la répercussion de l'augmentation sur le montant de la retraite pour laquelle la loi de 1853 exige un minimum de cinquante-cinq ans d'âge ; et comme le calcul de cette retraite se fait, ainsi que je viens de vous le dire, sur la moyenne des six dernières années, elle propose de ne faire bénéficier de l'augmentation intégrale, dès 1914, que les instituteurs âgés de quarante-neuf ans au 1^{er} janvier 1914.

Pour réduire encore la dépense, le Gouvernement demanda de substituer, dans la mesure proposée par la commission des finances, la date du 1^{er} juillet 1914 à celle du 1^{er} janvier 1914.

Voilà comment la Chambre des députés fut amenée à voter, à l'unanimité, l'article 83, dont je viens de donner lecture, et dont l'administration évalue la répercussion à environ 2 millions.

M. Gustave Rivet. Nous pourrions le voter aussi.

M. Perchot. Messieurs, je vous demande de maintenir le crédit voté à l'unanimité par l'autre Assemblée pour le chapitre 132, et je suis persuadé que le Sénat ne refusera pas aux vieux maîtres ce témoignage de satisfaction que la Chambre des députés leur a accordé à l'unanimité.

C'est dans le même esprit et pour des considérations analogues que je vous prie de ne pas repousser l'article 84 qui est ainsi conçu :

« Les inspecteurs et inspectrices primaires qui seront âgés de cinquante-quatre ans au 1^{er} juillet 1914 auront droit, à partir de cette date, aux traitements prévus par l'article 46 de la loi du 27 février 1912 (alinéa 1 et 2) ».

Cet article est l'équivalent pour les inspecteurs et les inspectrices...

M. le rapporteur général. Cet article n'a pas de rapport avec le chapitre en discussion.

M. le rapporteur. C'est une autre espèce

M. le rapporteur général. Nous le discuterons au cours de l'examen de la loi de finances.

M. Perchot. Alors je retire mes observations en ce qui concerne l'article 84.

Pour les raisons que je viens de dire, j'espère être entendu par la grande majorité du Sénat. Dans cette Assemblée essentiellement laïque et républicaine, il ne sera pas dit qu'une revendication si légitime du corps enseignant aura été repoussée après avoir été votée à l'unanimité par la Chambre et proposée par deux Gouvernements successifs.

Vous vous souviendrez que ces vieux maîtres ont débuté avec des traitements très réduits — de 400 fr., faisait observer M. le rapporteur du budget de l'instruction publique — alors que la République était à peine fondée, que l'œuvre de Jules Ferry

n'était qu'ébauchée et rencontrait partout les résistances que vous savez.

Ils ont été les bons ouvriers, les ouvriers déshérités et souvent persécutés de la République militante. A tous égards, ils auraient quelques droits tout au moins à une prime de fondateurs. (*Très bien ! très bien ! à gauche.*) La République victorieuse aurait mauvaise grâce à leur refuser sur leurs vieux jours la légère allocation que je demande pour eux.

Je crois qu'il n'est pas nécessaire d'insister; je suis bien convaincu que le Sénat aura à cœur une fois de plus de remplir son devoir républicain et laïque. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements sur les mêmes bancs.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, votre commission des finances, qui n'avait pas encore eu à examiner l'article de la loi de finances qui légifère sur l'espèce, avait cependant envisagé sa perspective et s'attendait bien qu'à ce chapitre on demandât un relèvement du crédit. Pour les raisons très justes qu'a données notre collègue M. Perchot, et approuvant l'élégance du geste des jeunes instituteurs qui attendent et demandent que les vieux passent avant eux, la commission a accepté l'amendement de M. Perchot — mais seulement pour l'article 83, mon cher collègue — qui demande de rétablir seulement le chiffre de 1,985,000 fr., portant le chapitre 132 au chiffre de 225,189,570 francs, adopté par la Chambre des députés.

M. Perchot. C'est cela.

M. le rapporteur. Dans ces conditions, la commission accepte l'amendement.

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je fais observer au Sénat, au nom de la commission des finances, que si primitivement cette commission n'avait pas approuvé le relèvement demandé aujourd'hui et que nous acceptons en ce moment, c'était pour des raisons d'ordre général.

Votre commission des finances a une jurisprudence qu'elle tend à appliquer de plus en plus; elle a pris pour principe de n'appuyer que les chiffres primitivement proposés par le Gouvernement. Or toutes les raisons invoquées tout-à-l'heure par l'honorable M. Perchot sont excellentes. Nous ne les contestons pas. Seulement nous lui faisons remarquer qu'elles n'avaient pas paru suffisantes au Gouvernement, lorsqu'il a préparé son projet de budget. Nous trouvons mauvais qu'au cours d'une discussion du budget, l'initiative parlementaire se substituât à l'initiative gouvernementale et nous demandons par conséquent au Gouvernement, si nous voulons bien céder cette fois, de ne pas perdre de vue que les gouvernements sont faits pour gouverner et les Chambres pour contrôler. (*Très bien ! très bien !*)

M. le rapporteur. D'ailleurs, la commission ne s'était pas prononcée sur le fond.

M. le ministre de l'instruction publique. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Messieurs, le Gouvernement ne peut que remercier la commission des finances d'avoir accepté le relèvement voté par la Chambre, proposé par M. Perchot, et dont tous les instituteurs âgés lui

seront profondément reconnaissants. (*Applaudissements à gauche.*)

Le Gouvernement ajoute qu'il remercie la commission des finances des excellents conseils qu'elle lui donne. Il s'efforcera de se souvenir que son rôle est de gouverner et non d'obéir à toutes les suggestions qu'il peut recevoir. (*Nouvelles marques d'approbation sur les mêmes bancs.*)

M. le président. Je vais mettre aux voix le chapitre 132 avec le chiffre voté par la Chambre des députés, et dont M. Perchot demande l'adoption.

J'ai été saisi d'une demande de scrutin...

Voix nombreuses à gauche. Elle est retirée.

M. le président. La demande de scrutin est-elle retirée ?

M. Perchot. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de MM. Perchot, Sarraut et Nègre qui propose le chiffre de 225,189,570 fr. voté par la Chambre des députés. (*L'amendement est adopté.*)

M. le rapporteur général. Je fais observer à M. le ministre des finances que ce vote aura pour conséquence de relever très prochainement le crédit du chapitre des pensions.

M. le rapporteur. Naturellement !

M. le président. Sur ce même chapitre 132, M. Cazeneuve demande, par voie d'amendement, le rétablissement d'un crédit de 15,000 fr.

La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, mon amendement vise les cours complémentaires. J'ai la satisfaction, me reportant aux débats de Chambre, de constater que les réflexions que vient de faire l'honorable rapporteur de la commission des finances vont trouver immédiatement satisfaction.

A la Chambre, en effet, M. le ministre de l'instruction publique d'accord avec la commission du budget — et l'honorable ministre actuel est absolument d'accord avec son prédécesseur — avait demandé le relèvement de ce crédit pour donner satisfaction aux justes réclamations du personnel des cours complémentaires annexés à l'enseignement primaire. Je crois savoir que la commission des finances, elle-même, ne fera pas d'opposition sur cette question, car, si je m'en tiens au proverbe : « Qui ne dit mot consent », je puis croire qu'elle est acquiescente.

Voici en deux mots, messieurs, de quoi il s'agit. Il s'est institué, tout à l'heure, de la façon la plus inopinée, entre M. le ministre de l'instruction publique et l'honorable M. Strauss, à propos des crédits des œuvres d'enseignement post-scolaire, ou, si l'on veut, de prolongation de l'école primaire, un débat tout à fait significatif qui montre que, si l'enseignement post-scolaire n'est pas encore organisé et nécessite une loi qui instituera peut-être l'obligation, partielle ou non, il n'en est pas moins vrai qu'il y a actuellement des œuvres qui rendent à cet égard de grands services, œuvres privées, subventionnées par l'Etat, souvent par les départements et les communes, qui rendent de grands services à l'enseignement populaire, bien qu'elles manquent de coordination. J'ajoute qu'à côté de ces organisations d'initiative privée des institutions officielles d'enseignement complémentaire rendent d'immenses services que tout le monde apprécie. Ces institutions ont été consacrées d'ailleurs par la loi du 30 octobre 1886. Je veux parler des cours complémentaires.

Les cours complémentaires, en effet, sont des cours absolument officiels, annexés à

l'école primaire de par la grande loi de 1886. Ces cours, dans les localités où ils sont organisés, sont généralement très prospères. Cette prospérité est la marque des services rendus appréciés par la population.

Pourquoi, messieurs ? Parce que les enfants au sortir de l'école primaire, si le corps enseignant est en relations avec les parents, ce qui est fréquent, peuvent prolonger leurs études, tout naturellement.

Il ne s'agit pas simplement ici de culture générale, il s'agit d'enseignement pratique, souvent professionnel, d'enseignement technique.

Je citerai précisément le caractère de certains de ces cours... (*Bruit de conversations.*)

Si les conversations sont l'indice de l'adhésion entière du Sénat, ce qui est fréquent, je n'ai qu'à m'en louer. Je suis d'ailleurs convaincu que mes honorables collègues se prononceront tout à l'heure à l'unanimité.

Ces cours complémentaires ont revêtu avec le temps, grâce au concours habituel des départements et municipalités, un caractère tout à fait professionnel. Je vous citerai, par exemple, le cours complémentaire d'Aubervilliers où la directrice a institué, d'accord avec les parents qui le sollicitaient, un véritable cours ménager, à tel point qu'au congrès de mai 1914, sur l'enseignement ménager, les congressistes sont allés visiter ce cours complémentaire.

A Nogent-sur-Marne, des cours complémentaires sont organisés en véritables ateliers, avec des ressources matérielles importantes; la ville a même voté 80,000 fr. pour donner à cet enseignement complémentaire un caractère d'application. A Saint-Denis, l'outillage matériel pour l'enseignement professionnel de fils d'artisans est très important.

A Fourchambault, dans la Nièvre, il y a des cours complémentaires qui ont pris un tel caractère technique et professionnel, que de nombreux élèves se sont présentés avec succès dans les écoles d'arts et métiers.

Dans notre région lyonnaise également, nous avons des cours complémentaires qui rendent les plus grands services. Il suffit de leur donner un matériel d'enseignement suffisant pour qu'ils rivalisent d'utilité avec les écoles primaires supérieures.

Le succès des cours complémentaires est d'ailleurs prouvé par leur multiplication depuis 1890 à la demande des populations.

Ils étaient au nombre de 500 en 1890, époque à laquelle ils ont été créés en assez grand nombre, et aujourd'hui ils sont au nombre de 1,077, avec plus de 1,300 classes.

Les élèves qui y étaient au nombre de 13,000, en 1890, sont passés, en 1910, au nombre de 32,000 à 33,000; pour 1913, la statistique démontre que 37,000 élèves suivent ces cours complémentaires.

Faut-il s'étonner que le succès de ces cours ait suivi un mouvement ascendant plus caractéristique encore que le succès de nos écoles primaires supérieures ? Non, il ne faut pas s'en étonner en raison même de la souplesse de ces cours, de leur adaptation aux besoins locaux, besoins extrêmement variés.

J'ajoute que le motif de l'augmentation du traitement des professeurs chargés de ces cours importants, professeurs qui ont les mêmes titres universitaires que les professeurs adjoints des écoles primaires supérieures, vient précisément de ce que leur situation matérielle est tout à fait inférieure à celle de ces derniers.

Lorsque l'augmentation que demande, d'accord avec l'honorable ministre de l'instruction publique sera faite pour cet intéressant personnel qui compte, sur 120,000 instituteurs, 1,072 professeurs, pas

avantage, professeurs munis du brevet supérieur, qui ont tous fait leurs preuves, lorsque nous aurons voté cette augmentation ces professeurs auront encore 500 francs de moins par an, lorsqu'ils seront arrivés au maximum, que les professeurs adjoints des écoles primaires supérieures arrivés au maximum de leur traitement. Je pourrais vous donner les chiffres. C'est vous dire combien cette augmentation s'impose. C'est, messieurs, en somme, une augmentation qui est nécessitée par une mesure de pure équité et de bonne administration.

On a dit tout à l'heure, d'une façon plus éloquent que je ne pourrais le faire, que cet enseignement post-scolaire, cet enseignement complémentaire de l'enseignement primaire est une nécessité sociale de plus en plus absolue, si nous voulons parer à ce mal que tout le monde signale, que tout le monde constate, qu'on a traduit par un mot saisissant : « L'adolescence abandonnée ». Il faut se précipiter, avant le vote d'une loi qui organisera l'enseignement post-scolaire, d'encourager cet enseignement tel qu'il existe actuellement.

Les cours complémentaires sont des cours qui, à ce titre-là, rendent d'immenses services. Vous les connaissez tous et vous les appréciez, à en juger par l'adhésion formelle du plus grand nombre de mes collègues à voter les crédits que j'ai eu l'honneur de demander.

Je ne doute pas de rallier la très grande majorité du Sénat. (Applaudissements à gauche.)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, votre commission ne veut pas paraître hostile au principe des cours complémentaires, qu'il ne faut pas d'ailleurs tout à fait confondre avec l'enseignement post-scolaire, comme semblait le faire l'orateur précédent, dans le désir d'agrandir sa thèse pour la rendre plus intéressante. Elle l'est déjà, d'ailleurs, par la manière dont il l'a exprimée.

Votre commission, pour la même raison que M. le rapporteur général donnait tout à l'heure, n'avait pas accordé le crédit correspondant à la mesure, parce que la mesure était introduite par voie de la loi de finances et sans proposition du Gouvernement. Voilà tout.

Nous n'ignorons pas ce que sont les cours complémentaires dont déjà M. Guizot demandait la création, en disant qu'il fallait que l'enseignement primaire supérieur fût dans toutes les petites villes de 6,000 habitants. Nous n'y sommes pas hostiles; bien au contraire. Nous savons très bien que cette vulgarisation de l'enseignement primaire supérieur, qui date en fait de la loi de 1886, est exactement, par rapport aux écoles primaires supérieures ce que les collègues sont à nos lycées. Et qui parle aujourd'hui de supprimer les collèges?

Nous sommes donc, mon cher collègue, tout-à-fait partisans du meilleur fonctionnement des cours complémentaires. Nous savons ce qu'ils coûtent de dévouement aux maîtres qui en sont chargés et tout ce qu'ils donnent de soulagement aux élèves des agglomérations rurales qui ne peuvent pas se rendre à l'école primaire supérieure, parce que trop loin et parce que trop chère.

M. Cazeneuve. Et les élèves des agglomérations urbaines aussi.

M. le rapporteur. Oui, petites urbaines. Enfin, là où il n'y en a pas.

M. Cazeneuve. A Lyon, il y a des cours complémentaires qui ont du succès, et il y a des écoles primaires supérieures.

M. Emile Chautemps. En Haute-Savoie, nous avons des cours complémentaires mixtes ouverts aux jeunes gens et aux jeunes filles et qui rendent les plus grands services.

Je verse ce renseignement aux débats pour que cet exemple puisse avoir des imitateurs. (Très bien!)

M. le rapporteur. Tous ces renseignements qui sont versés aux débats ne font que renforcer la thèse que je soutiens, à savoir que la commission est favorable au développement des cours complémentaires autant que ceux de nos collègues qui font valoir cette opinion et que, si elle a repoussé le chiffre, c'est pour la pure question de forme que j'ai dite.

C'était un avis à bon entendre et, maintenant qu'il est donné, votre commission n'hésite pas à abonder dans le sens de M. Cazeneuve. (Sourires. — Mouvements divers.)

Attendez! En matière de finances, on ne va pas si vite que cela. Puisque j'ai parlé de forme, il y a ici une question de forme, c'est que les 15,000 fr. demandés sont inutiles. (Mouvements divers.)

J'ai, en effet, été avisé par l'administration — et je l'ai dit dans mon rapport — qu'il n'était pas nécessaire de prévoir un crédit spécial non pas de 175,000 fr., comme me le fait dire le prote, mais de 75,000 fr. : l'accolade a été prise pour une unité.

Les 150,000 fr. pour un an, les 75,000 fr. pour le semestre qui resterait à couvrir sont inutiles, puisqu'ils étaient implicitement contenus dans le chiffre total de la Chambre pour le chapitre qui vient d'être voté à l'instant même sur l'amendement de M. Perchot. Je sais bien qu'au *Journal officiel* on voit le rapporteur de la Chambre, le très disert et très ami aussi de l'enseignement primaire, comme nous le sommes à peu près tous dans cette Assemblée, insister pour le vote d'un crédit de 15,000 fr.

J'avoue que la raison de son insistance ne m'est pas apparue, à moins qu'elle ne fût un acte de méfiance envers la création à faire et qu'il n'eût voulu inscrire ces 15,000 francs à titre d'amorce, pour reprendre une expression que j'employais tout à l'heure.

Si M. Cazeneuve insiste pour le vote de son amendement, il n'y aura besoin de voter ici que son principe, sur lequel nous sommes tous d'accord; s'il veut y joindre 15,000 fr., ce sera 15,000 fr. de plus, en fait, que ce que la Chambre a voté, puisque nous venons de voter le chiffre même de la Chambre. (Très bien! très bien! à gauche.)

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, si les sommes sont suffisantes, j'en prends acte et je me contente simplement de présenter l'observation suivante au Sénat et à la commission des finances. Quand viendra l'article 82 de la loi de finances, que la commission a rejeté, j'aurai l'honneur de reprendre cet article, parce que, précisément, il donnait le total de la répartition du crédit suivant les ans de services cumulés dans les cours complémentaires et dans l'enseignement public. (Très bien! très bien!)

M. le rapporteur. Parfaitement!

M. Cazeneuve. Je reprendrai cet article qui précise les conditions dans lesquelles les crédits seront répartis.

M. le rapporteur. Cela ira de soi! Pas de crédits pour dote. Le principe des crédits est voté. Vous n'aurez donc qu'à prendre acte à l'heure et au moment.

M. le président. Monsieur Cazeneuve, vous retirez votre amendement sur la déclai-

ration de M. le rapporteur que le chiffre que vous demandez est compris dans celui qui vient d'être voté?

M. Cazeneuve. Parfaitement, monsieur le président; j'ai entière satisfaction.

M. le président. L'amendement est retiré. Je mets aux voix le chapitre 132, avec le chiffre de 225,189,570 fr.

(Le chapitre 132, avec le chiffre de 225,189,570 fr. est adopté.)

M. le président: « Chap. 133. — Secours exceptionnels aux instituteurs et institutrices en fonctions, 30,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 134. — Créations d'écoles et d'emplois, 635,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 135. — Part contributive de l'Etat dans les dépenses de l'enseignement primaire élémentaire et supérieur, dans les villes de plus de 150,000 âmes, 5,700,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 136. — Frais de suppléance et de maladie des instituteurs et des institutrices, 1,293,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 137. — Indemnités de remplacement des institutrices en couches, 465,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 138. — Subventions aux communes pour les caisses des écoles, 129,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 139. — Subventions aux communes du département de la Seine pour contribuer aux frais de l'inspection médicale des écoles primaires, 16,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 140. — Subventions et encouragements, 97,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 141. — Enseignement primaire. — Matériel. — Bibliothèques scolaires, 339,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 142. — Œuvres complémentaires de l'école, 1,000,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 143. — Traitements et indemnités aux fonctionnaires en congé. — Indemnités pour interruption de traitement (enseignement primaire). — Allocations aux médaillés de l'enseignement primaire, 888,300 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 144. — Avances remboursables aux instituteurs et aux institutrices admis à faire valoir leurs droits à la retraite. — Secours et subventions aux anciens fonctionnaires de l'enseignement primaire et à leurs veuves ou orphelins, 1,128,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 145. — Allocations aux fonctionnaires de l'enseignement primaire chargés de famille, 300,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 146. — Dépenses résultant pour l'Etat de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public, 40,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 147. — Subventions aux départements, villes ou communes, destinées à faire face au paiement de partie des annuités dues par eux et nécessaires au remboursement des emprunts qu'ils ont contractés pour la construction de leurs établissements publics d'enseignement supérieur, d'enseignement secondaire et d'enseignement primaire, 1,509,674 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 148. — Service des constructions scolaires. — Enseignement primaire, 10 millions 200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 149. — Service des constructions scolaires. — Lycées et collèges de garçons, 4,039,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 150. — Service des constructions scolaires. — Lycées et collèges de jeunes filles, 2,745,380 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 151. — Subventions pour constructions de l'enseignement supérieur et établissements de l'enseignement supérieur, 200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 152. — Impositions et charges résultant de l'acquisition du collège Sainte-Barbe, 12,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 153. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » — (Mémoire.)

« Chap. 154. — Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance. » — (Mémoire.)

« Chap. 155. — Dépenses des exercices clos. » — (Mémoire.)

2^e section. — *Beaux-arts.*

3^e partie. — *Services généraux des ministères.*

La parole est à M. Riotteau.

M. Riotteau. Messieurs, j'ai demandé la parole pour poser une question à M. le sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts, à propos de l'intention que l'on prête au Gouvernement de vouloir supprimer la digue de la Roche-Torin, dans la baie du Mont Saint-Michel. Ce projet inquiète beaucoup les populations des communes de la côte Sud, Ardevon, Beauvoir et Mairdez, car la digue dont il s'agit protège leur territoire contre les dévastations auxquelles ce littoral est exposé, lors des grandes marées, surtout lorsque les vents sont du Nord, comme ils l'ont été fréquemment pendant les dernières années. Si l'on dérasait cette digue, les propriétaires de ces communes risqueraient de voir se renouveler un redoutable phénomène qui s'est produit autrefois, en 1856-1858. A cette époque, la digue de la Roche-Torin existait pas. Un jour, sous l'action d'un coup de vent du Nord-Ouest, qui chassait violemment devant lui la marée montante, un millier d'hectares en plein rapport furent envahis par le flot, stérilisés, anéantis.

Je dois dire que, sur ce point de la côte, les terrains qui bordent la baie du Mont-Saint-Michel sont situés souvent à un niveau inférieur à celui des hautes mers d'équinoxe. Cela fait comprendre les dangers que courent les propriétés voisines des grèves de la baie.

Je dois ajouter, il est vrai, que ces propriétés sont garanties par de petites levées en terre, ou plutôt en sable — de ce sable qu'on nomme la tangué — et que ces petites levées suffisent à empêcher l'introduction du flot lors des marées ordinaires. Mais, à quelque distance de là, se déversent sur les grèves deux rivières, la Sée et la Sélune, dont le lit n'est pas fixé. Si les eaux de ces rivières, qui divaguent beaucoup, viennent attaquer la base des petites levées, elles les endommagent, et alors, il suffit d'une grande marée, fortement ventée, pour y faire brèche et tout saccager.

C'est ce qui s'est produit en 1856-1858. Et c'est pour prévenir le retour de pareils malheurs que l'on a construit, aussitôt après, la digue de la Roche-Torin. Elle est établie à 2 ou 3 kilomètres en avant du rivage. Elle a le double avantage de rompre le courant de marée et d'écarter de la côte les deux rivières dont je viens de parler.

On demande, depuis quelque temps, la suppression de cet ouvrage, à qu'il on reproche de favoriser l'ensablement de la baie du Mont Saint-Michel. S'il entre dans la pensée du Gouvernement de la faire détruire, je demande que, préalablement, on prenne les précautions convenables pour que les riverains de la côte sud n'aient pas à souffrir de cette opération. (*Très bien!*)

La digue de la Roche-Torin, telle qu'elle existe présentement, a été conçue et construite dans un temps où une compagnie privée, qui avait obtenu du Gouvernement la concession de toutes les grèves de la baie, avait entrepris d'en provoquer le colmatage sur toute leur étendue.

On s'est proposé, en constituant ce barrage, de rendre le colmatage possible et rapide, tout autant que de défendre le rivage; mais, depuis longtemps, le projet de colmatage est en partie abandonné. En 1867, on

a renoncé à poursuivre cette entreprise dans la zone de la baie dont je parle en ce moment. La compagnie a restitué à l'Etat cette partie de sa concession, afin de reporter tous ses efforts sur la zone voisine, située de l'autre côté de la rivière du Couesnon.

La digue de Roche-Torin n'a donc plus le même intérêt qu'autrefois. Mais elle conserve toute son efficacité en ce qui concerne la protection de la côte. Aussi, les riverains y tiennent-ils beaucoup, à ce point de vue. Mais ils ne verraient pas d'inconvénient à ce qu'elle disparût, si l'on devait la remplacer par un nouvel ouvrage, autrement disposé, qui leur rendrait les mêmes services, sans nuire au Mont Saint-Michel. Si, par exemple, l'administration, avant de supprimer la digue de Roche-Torin, faisait établir, le long même du rivage, une digue neuve, assez solide pour mettre les terrains en arrière de l'abri de toute incursion des eaux, ils seraient satisfaits.

M. Gaudin de Villaine. C'est entendu!

M. Riotteau. S'il en est ainsi, je serai heureux d'en avoir confirmation de la part de M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. Gaudin de Villaine. M. Dujardin-Beaumetz l'avait promis formellement, il y a plusieurs années.

M. Riotteau. Permettez-moi de poursuivre mes explications. Je crois, d'ailleurs, que nous sommes du même avis sur cette question.

Je tiens à signaler que les communes du sud de la baie ne sont pas seules exposées à la fureur des flots.

Depuis quelque temps, sous l'influence de vents de suroît, qui sont devenus prédominants, la rivière de la Sée tend à se porter vers la côte Nord. Les propriétés qui bordent le rivage, dans les communes de Marcey, de Genêts, et même de Dragey, ont été partout éprouvées. Des centaines d'hectares y ont été enlevés par le flot.

M. le sous-secrétaire d'Etat m'a laissé entendre qu'il avait l'intention d'étudier cette situation par lui-même. Je lui demande donc de vouloir bien l'examiner dans son ensemble. Si, en effet, il est bon de chercher à conserver, pour le plaisir des yeux, la baie du Mont Saint-Michel telle qu'elle est, il est nécessaire également de ne pas perdre de vue la protection due aux populations du littoral, car ces populations sont menacées, non seulement dans leurs biens, mais quelquefois aussi dans leur existence. Je viens de dire, tout à l'heure, qu'il y a là des terrains considérables dont le niveau est au-dessous de celui des hautes mers.

Or, sur ces terrains, il y a des hameaux, que l'on ne doit pas exposer à l'inondation. (*Très bien! très bien!*)

Je demande à M. le sous-secrétaire d'Etat de vouloir bien nous faire une réponse rassurante à ce sujet. Les populations, je le répète, ne réclament pas le maintien de la digue de Roche-Torin, mais elles désirent qu'on leur assure un équivalent qui les protège au moins autant. (*Approbation.*)

M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts.

M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts. Messieurs, l'honorable M. Riotteau a pris, très légitimement, la défense des intérêts des riverains du Mont Saint-Michel. Il serait le premier à m'en vouloir, j'en suis convaincu, si, depuis les quelques jours que je suis à l'administration des beaux-arts, j'étais déjà arrivé, sur une question aussi complexe et aussi difficile, à avoir une opinion définitive. Ce dont je peux l'assurer,

c'est que je me rends parfaitement compte du double intérêt qu'il y a, d'une part, à protéger le Mont Saint-Michel, un des trésors artistiques de la France, et, d'autre part, à protéger les riverains dont il a lui-même, tout à l'heure, défendu les intérêts.

C'est avec ce double souci que, obligé de me mettre d'accord avec l'administration des travaux publics et les ingénieurs chargés des travaux, j'examinerai la question. Mais je devrai me préoccuper également de ne pas laisser traîner éternellement une question à laquelle il faut apporter une solution le plus rapidement possible. Et, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, s'il est nécessaire, pour tranquilliser les populations dont l'honorable M. Riotteau s'est fait l'écho, nous nous rendrons sur place, avec les ingénieurs, afin d'arriver à une solution définitive. Mais c'est une solution définitive qui interviendra dans le plus bref délai possible, je puis lui en donner l'assurance. (*Très bien! très bien!*)

M. Dominique Delahaye. C'est très brièvement, messieurs, que je veux vous entretenir, 1^o du salon d'automne, 2^o du jardin des Tuileries.

Tous les maîtres de l'art en France, surtout les peintres, ceux qui sont de l'Institut, de l'École des beaux-arts, considèrent que, véritablement, le salon d'automne est inquiétant, que c'est un scandale, car il contient en grand nombre d'affreuses croûtes. On n'observe plus ni dessin, ni coloris, et l'on peut troubler, ainsi, les jeunes élèves désireux d'étudier notre art français.

Il y a, paraît-il, des marchands de tableaux qui arrivent à vendre ces peintures aux gogos disposant de quelques billets de mille francs, tandis que de bonnes peintures restent invendues.

Que ces peintres qui ne respectent aucune règle de l'art, qui ne veulent faire que du bizarre, exposent, comme les indépendants, dans une salle particulière, je n'y vois aucun inconvénient; mais que ce soit l'Etat qui leur donne son encouragement, les loge au Grand Palais, il y a là, me semble-t-il, quelque exagération.

J'ai plaidé cette cause devant un homme de goût qui s'y connaît en art; il m'a objecté que l'exposition du mobilier, au salon d'automne, nous a procuré une occasion de nous rendre compte des efforts des étrangers.

Après avoir entendu cet homme de goût, j'en ai entendu une autre, dont le goût, sans être moindre, est peut-être plus respectueux des traditions françaises; or, il m'a dit ceci: « Ces meubles sont des instruments de torture; je les ai vus, ils ne sont pas toujours beaux et il faut s'y tenir raide; ils ne sont pas faits, certes, pour la commodité de la conversation. »

Bref, sans entrer dans les détails, je dis que le salon d'automne, où trop large place est faite aux étrangers — et j'ai sous les yeux un article qui vient corroborer mon opinion, — n'est pas digne de l'art français et qu'à part quelques œuvres qui y font exception, tout ce que l'on y expose est, à proprement parler, lamentable. Aussi, les véritables artistes, ceux qui ont du talent, demandent que le Gouvernement ne donne pas asile à de telles exhibitions, afin de ne pas paraître accorder son encouragement à de pareilles entreprises.

Pour le jardin des Tuileries, je serai très bref. J'avais fait observer à l'un de vos prédécesseurs que ce beau jardin, si nécessaire aux Parisiens, devient en quelque sorte un dépotoir où, depuis les chiens jusqu'aux entreprises de cuisine, tout le monde a sa baraque sous le nom d'exposition. On avait déjà promis que cet état de choses allait cesser. Je demande si l'on persévère dans cette résolution et si l'on s'en tiendra,

seulement à des paroles, ou bien si des paroles on passera aux actes. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts.

M. le sous-secrétaire d'Etat. L'honorable M. Delahaye a été quelque peu sévère, à mon avis, pour le salon d'automne; et, si je ne veux pas défendre à cette tribune toutes les œuvres qui y ont été exposées, je crois cependant, que le devoir de l'Etat est de permettre à tous les artistes et à toutes les écoles de montrer leurs œuvres au public et de défendre leurs idées.

Au reste, il ne faut pas oublier que le salon d'automne a fait quelques expositions rétrospectives extrêmement intéressantes et utiles. C'est ainsi que, depuis huit ou dix ans qu'il existe, des expositions rétrospectives y ont été organisées, qui n'encourront pas, j'en suis convaincu, la censure sévère et peut-être juste, à l'égard de certaines œuvres, que M. Delahaye adressait tout à l'heure à quelques exposants de ce salon : expositions rétrospectives de Puvis de Chavannes, d'Ingres, de Manet, de Courbet, de Monticelli, de Carrière, de Renoir, de Monet et de Guillaumin.

Tout à l'heure, l'honorable M. Delahaye disait qu'en ce qui concerne l'art décoratif, le salon d'automne se défendait, reconnaissant qu'il avait donné une impulsion nouvelle aux arts décoratifs en France; il est extrêmement difficile, je crois, messieurs, de contester ce fait, de ne pas reconnaître qu'à cet égard le salon d'automne a pu rendre un réel service à l'art français.

M. Couyba, ministre du travail et de la prévoyance sociale. Très bien!

M. le sous-secrétaire d'Etat. C'est ainsi que, dans une circonstance récente, on a fait venir des artisans munichoïses qui ont exposé au salon d'automne; et c'est ainsi, peut-être, que l'on a donné à notre art décoratif, qui s'endormait quelque peu dans notre pays de France, une impulsion nouvelle.

Quoi qu'il en soit, au dernier salon, 43 ensembles d'art décoratif ont été exposés. Il y a là des tentatives tout à fait intéressantes, et vraiment je ne me reconnaitrais pas le droit de refuser — c'est à cela seulement que se borne le rôle de l'Etat — le Grand Palais, alors qu'il s'agit de permettre la manifestation des efforts et des tentatives faites par les présidents, les fondateurs et les membres du salon d'automne, à la tête desquels se trouvent des hommes considérables dans l'art français : MM. Frantz-Jourdain, Despagnat, et tant d'autres, qui ne peuvent pas passer pour des révolutionnaires, même en art, bien qu'en art la révolution soit infiniment moins dangereuse que dans tout autre ordre d'idées. (*Sourires approbatifs.*)

En ce qui concerne le jardin des Tuileries, je suis tout à fait d'accord avec M. Delahaye. Il pourra peut-être me répondre que je n'apporte que des paroles; je n'ai pas encore eu le temps d'apporter des actes. Je suis tout à fait d'accord avec lui pour reconnaître qu'il faut laisser le jardin des Tuileries aux promeneurs, à ceux qui viennent y chercher le calme, le repos, la tranquillité et le grand air; qu'il ne faut pas l'encombrer de cabanes, qu'il ne faut pas y laisser pénétrer les expositions, souvent bizarres, qui pourraient s'y tenir.

On a beaucoup défendu, à Paris, depuis quelques années, l'espace libre. Nous laisserons aux promeneurs l'espace libre aux Tuileries et je puis donner à M. Delahaye

la promesse que j'y tiendrai personnellement la main. (*Très bien! très bien! sur divers bancs.*)

M. Dominique Delahaye. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Delahaye.

M. Dominique Delahaye. Il convient, messieurs, que je remercie M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts de cette promesse très ferme, mais que je me montre tout à fait désolé de sa résolution, *perseverare diabolicum*, en matière de croûtes et d'anarchie artistique.

Les quelques explications qui m'ont été données sont un peu à côté de la vérité. M. le sous-secrétaire d'Etat est excusable, d'ailleurs, car il n'est peut-être pas encore allé au salon d'automne... (*Sourires.*)

M. le sous-secrétaire d'Etat. J'ai vu des croûtes ailleurs.

M. Dominique Delahaye... et il ne sait pas exactement de quoi il retourne. Mais j'espère que, lorsqu'il y sera allé, sa protestation se joindra à celle des véritables artistes et que ces horreurs disparaîtront du Grand Palais.

M. Halgan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Halgan.

M. Halgan. Messieurs, on a été un peu dur pour les chiens, qui sont les amis de l'homme. (*Rires.*)

Personne, je crois, jusqu'à présent, n'a eu à se plaindre que l'exposition canine se tint aux Tuileries. C'est, au contraire, un rendez-vous d'amateurs, c'est une occasion d'animation, de distraction charmante pour beaucoup.

Il faut donc reconnaître que cette exposition doit demeurer fixée au centre de Paris. Nul cadre ne lui convient mieux que la terrasse des Tuileries. (*Très bien! très bien!*)

M. de Lamarzelle. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. de Lamarzelle.

M. de Lamarzelle. Messieurs, c'est une toute autre question dans un tout autre ordre d'idées dont je viens parler un instant seulement à la tribune.

Régulièrement, tous les ans, depuis un certain nombre d'années, à l'occasion du budget des beaux-arts, je viens soulever ici la question des enlaidissements de Paris.

Vous avez vu ce qu'on a fait de cette admirable place de l'Etoile, comment on a absolument saboté cette perspective incomparable, avec ces affreux gratte-ciel qui ont surgi de toutes parts.

J'ai parlé bien souvent de cette question aux divers sous-secrétaires d'Etat qui se sont succédé au ministère des beaux-arts. M. Dujardin-Beaumetz, notamment, avait pris l'engagement formel — car l'Etat n'est pas impuissant en cette matière — de tenir compte de mes observations. Je renouvelle aujourd'hui mes protestations, qui sont certainement celles de tout le Sénat. (*Marques nombreuses d'assentiment.*)

Je viens donc poser une question très très nette à M. le ministre des beaux-arts. Dernièrement, les journaux ont annoncé qu'on allait surélever une des maisons de la place Vendôme, l'admirable perspective de Mansart que vous connaissez. Vous savez déjà tout ce qu'on y voit, toutes les affiches qui sont apposées sur les maisons de cette merveille de Paris, et même du monde, qu'est la place Vendôme. Et nous ne pouvons, hélas! rien faire pour l'empêcher.

Dans la rue de Rivoli, vous avez vu com-

ment on a tourné la loi. On a surélevé, fait mansardes sur mansardes. Quand on regarde cette rue de la terrasse des Tuileries et qu'on se rappelle ce qui existait jadis, rue de Rivoli, on est effrayé du vandalisme qui sévit.

Si la place Vendôme devient ce qu'est la rue de Rivoli, c'est un véritable massacre; je demande au Gouvernement de prendre sur ce point l'engagement formel d'empêcher la réalisation de ces projets.

M. Maurice Faure, rapporteur du budget des beaux-arts. Il y a une servitude qui date, je crois, de Louis XIV; le Gouvernement a le devoir de la faire respecter!

M. le comte de Tréveneuc. Oui, mais il n'y a plus Louis XIV pour la faire respecter. (*Sourires.*)

M. le sous-secrétaire d'Etat. Elle sera respectée tout de même.

M. de Lamarzelle. Monsieur le sous-secrétaire d'Etat, pouvons-nous avoir l'assurance que la place Vendôme restera ce qu'elle est?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Cela n'est pas douteux: il y a, en ce qui concerne la place Vendôme, une servitude que nous ferons respecter, parce que nous en avons le devoir.

M. de Lamarzelle. Pardon, monsieur le sous-secrétaire d'Etat: il y avait une servitude pour la rue de Rivoli; on a tourné la loi; on n'avait pas le droit de surélever les étages, alors on a surélevé les mansardes des toits. Ne se peut-il pas qu'on fasse des toits de la place Vendôme ce qu'on a fait des toits de la rue de Rivoli?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je puis vous donner l'assurance qu'il n'en sera pas ainsi.

M. Guillaume Chastenot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Chastenot.

M. Guillaume Chastenot. Pour la rue de Rivoli, il y a une servitude. Cette servitude a été contestée; l'administration a fait un procès au propriétaire de l'un des immeubles surélevés de la rue de Rivoli. Le tribunal de la Seine a rendu un jugement qui a affirmé l'existence de la servitude. Ce jugement a été frappé d'appel. En attendant, vait-on l'exécuter?

En ce qui concerne la place Vendôme, il y a une servitude non discutée, non discutée. (*Très bien!*) On se propose cependant de passer outre à cette servitude. Qu'elle arme l'administration? Attend-elle que l'on surélève pour faire un procès qu'on n'exécutera pas, de même qu'on n'exécute pas celui qui a été fait et qui a été gagné, place de l'Etoile, contre l'hôtel Astoria?

M. le rapporteur. Alors, c'est de l'anarchie.

M. Guillaume Chastenot. Nous avons des lois: qu'en faisons-nous? Et si vous n'en avez pas, monsieur le ministre, demandez-nous-en, nous vous les donnerons! Mais il est impossible que, dans un pays civilisé (*Très bien!*), il y ait des façons de procéder pareilles, que des propriétaires, malgré les défenses et les injonctions qui leur sont faites, surélevant leurs immeubles! Il ne faudrait pas, en pareil cas, en être réduit à s'adresser aux tribunaux.

Je n'étais pas préparé à la question que vient de poser l'honorable M. de Lamarzelle, mais il me semble évident qu'on n'est pas obligé de s'adresser aux tribunaux, car l'administration n'est pas désarmée. Elle peut faire respecter la loi, qui doit être respectée dans un pays comme la France, lorsqu'elle

est indiscutable et indiscutée! (*Très bien! très bien!*)

Il n'est pas admissible qu'à chaque fois qu'on la viole d'une façon outrageante, l'administration soit désarmée et ne puisse pas agir par ses propres moyens (*Applaudissements.*), quitte ensuite à ceux qui auront à se plaindre des actes de l'administration à s'adresser au conseil d'Etat. Mais ce n'est pas à l'administration qu'il appartient de prendre l'initiative d'un procès. Elle peut agir par voie administrative; et alors, ce sont les particuliers qui se prétendent lésés qui, eux, doivent s'adresser au conseil d'Etat. (*Nouveaux applaudissements.*)

M. le rapporteur. La commission des finances croit devoir s'associer sans réserve aux justes observations et aux conclusions qui viennent d'être développées avec tant de compétence par mon honorable collègue et ami, M. Chastenet. Elle demande, à son tour, au Gouvernement d'user de tous les moyens dont il dispose pour faire respecter la loi. (*Très bien! très bien!*)

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je veux simplement rassurer le Sénat et affirmer à ceux de nos collègues qui, avec tant de raison, ont défendu les beautés de Paris, que, en ce qui me concerne, je tiendrai la main à l'application de la loi et notamment d'un article de la loi de finances de 1911 qui a été voté, je crois, sur l'initiative de M. Chastenet, et qui donne pleins pouvoirs au préfet de la Seine pour s'opposer à certaines constructions dans Paris. Je puis dans l'accord unanime que je sens autour de moi au Sénat, aujourd'hui, la force et l'autorité nécessaires pour ne pas permettre qu'on enlaidisse Paris, comme on l'a fait trop souvent, hélas! depuis quelques années. (*Très bien! très bien!*)

M. de Lamarzelle. Je remercie M. le sous-secrétaire d'Etat des engagements si formels qu'il vient de prendre, mais je lui poserais une question: pour la place de l'Etoile, est-ce qu'on ne fera rien?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Il y a actuellement un pourvoi devant le conseil d'Etat; tant que sur ce pourvoi il ne sera pas statué, aucune autorisation de construire ne sera donnée. (*Très bien! très bien!*) Il en sera de même que pour la rue de Rivoli. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

M. Gaudin de Villaine. Et la place Vendôme?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Bien entendu!

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations?...

Je donne lecture du chapitre 1^{er}:

2^e section. — *Beaux-arts.*

3^e partie. — *Services généraux des ministères.*

« Chap. 1^{er}. — Personnel de l'administration centrale, 487,300 fr. »

Je mets aux voix le chapitre 1^{er}.
(Le chapitre 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Chap. 2. — Personnel de l'administration centrale. — Indemnités diverses, secours, gratifications, frais de voyages et de missions, 34,719 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Matériel de l'administration centrale, 62,685 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Personnel des inspections et des services extérieurs des beaux-arts, 100,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Frais de tournées et de voyages, 20,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Frais de missions, 8,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Académie de France à Rome. — Personnel, 13,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Académie de France à Rome. — Matériel, 131,472 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Académie de France à Rome. — Indemnités diverses, honoraires, salaires, allocations et gratifications, 24,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris. — Personnel, 316,200 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris. — Matériel, 117,100 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris. — Indemnités et secours, 3,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Ecole nationale des arts décoratifs à Paris. — Personnel, 110,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Ecole nationale des arts décoratifs à Paris. — Matériel, 36,125 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Ecole nationale des arts décoratifs à Paris. — Indemnités, frais de conférences, salaires des auxiliaires, secours, gratifications, 6,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Subvention à l'école spéciale d'architecture, 30,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Ecoles nationales des beaux-arts, des arts décoratifs et d'art industriel, 238,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Ecoles départementales et municipales de dessin, des beaux-arts, d'art décoratif et d'art industriel. — Ecoles régionales d'architecture, 353,450 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Conservatoire national de musique et de déclamation. — Personnel, 197,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Conservatoire national de musique et de déclamation. — Matériel, 38,618 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Conservatoire national de musique et de déclamation. — Indemnités diverses, pensions, encouragements, secours, 44,455 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Succursales du Conservatoire et écoles nationales de musique dans les départements, 156,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Théâtres nationaux, 1,465,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Bibliothèque publique de l'Opéra. — Personnel, 5,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Bibliothèque publique de l'Opéra. — Dépenses de matériel, indemnités diverses, secours, 1,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Concerts populaires à Paris et dans les départements et œuvres de décentralisation artistique, 154,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Sociétés musicales à Paris et dans les départements, 15,000 fr. »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je dois expliquer au Sénat pour quel motif il n'y a pas concordance entre le chiffre dont M. le président vient de donner lecture, conformément aux indications du rapport général, et celui qui figure dans le rapport si bien rédigé par mon excellent ami M. Couyba, à qui j'ai l'honneur de succéder comme rapporteur du budget des beaux-arts.

Le montant du crédit du chapitre 27, d'après ce dernier rapport, s'élèverait à 7,100 fr. Il y a là une erreur résultant d'une faute de transcription. Ce chiffre était primitivement proposé par le Gouvernement. A la suite de l'adoption d'un amendement

de M. Camille Picard, la Chambre l'a élevé à 15,000 fr.

Très heureux de témoigner du vif intérêt que le Sénat porte au développement de l'art musical à Paris et dans les départements, votre commission des finances a été unanime à accepter ce relèvement. (*Très bien! très bien!*)

Le chiffre réel, sur lequel vous êtes appelés à voter, est donc celui de 15,000 fr., adopté par la Chambre, et non le chiffre de 7,100 fr. imprimé par erreur dans le rapport spécial relatif au budget des beaux-arts.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation sur le chapitre 27?...

Je le mets aux voix.

(Le chapitre 27 est adopté.)

M. le président. « Chap. 28. — Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Personnel, 6,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Palais du Trocadéro. — Surveillance de la salle des fêtes. — Dépenses de matériel, indemnités diverses, secours, 6,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Indemnités et secours. — Théâtres, 105,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Travaux d'art, décoration d'édifices publiques à Paris et dans les départements, 748,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 32. — Subventions en faveur des monuments érigés par des départements, communes ou comités privés (chapitre supprimé.)

M. le rapporteur général. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission propose de maintenir ce chapitre en le libellant ainsi: « Théâtre national de l'Odéon, allocation extraordinaire », de façon à pouvoir y inscrire le crédit de 125,000 fr. ouvert par la loi du 3 avril 1914, dans des circonstances que le Sénat n'a pas oubliées.

M. le président. C'est l'incorporation d'un crédit spécial précédemment voté.

Il n'y a pas d'observation?...

Je mets aux voix le chapitre 32 avec le nouveau libellé proposé par la commission: « Théâtre national de l'Odéon, allocation extraordinaire: 125,000 fr. »
(Le chapitre 32 avec le libellé nouveau et le chiffre de 125,000 fr. est adopté.)

M. le président. « Chap. 33. — Dépôt des marbres et dépôt des ouvrages d'art appartenant à l'Etat, 6,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Achats d'œuvres d'artistes vivants dans les expositions diverses. — Encouragements. — Prix national et bourses de voyages en France et à l'étranger, 254,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Indemnités et secours. — Beaux-arts, 128,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Manufacture nationale de Sèvres. — Personnel, 464,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 37. — Manufacture nationale de Sèvres. — Matériel, 197,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Manufacture nationale de Sèvres. — Indemnités diverses, missions, secours, achats de projets et primes, 28,400 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Ecole de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Personnel, 20,658 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Ecole de céramique de la manufacture nationale de Sèvres. — Matériel et indemnités diverses, 27,342 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Manufacture nationale des Gobelins. — Personnel, 227,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Manufacture nationale des Gobelins. — Matériel, 35,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43. — Manufacture nationale des Gobelins. — Indemnités diverses, secours et primes de travail, 22,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Manufacture nationale des Gobelins. — Restauration de tapisseries appartenant à l'Etat, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Manufacture nationale de Beauvais. — Personnel, 115,250 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 46. — Manufacture nationale de Beauvais. — Matériel, 14,620 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 47. — Manufacture nationale de Beauvais. — Indemnités diverses, primes de travail, secours, 4,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 48. — Musées nationaux. — Personnel, 264,500 fr. »

M. Gustave Rivet. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Rivet.

M. Gustave Rivet. Messieurs, il y a, dans nos musées, un certain nombre de tableaux dans un état vraiment lamentable. Je n'en recherche pas la cause. Mais ces tableaux sont couverts de lèpre; les uns sont craquelés, vermicelés, de telle sorte qu'ils ne sont plus dignes de demeurer accrochés dans les salles de nos musées. Ce sont des ruines qu'il faudrait soustraire au regard du public.

Or, nous avons un artiste dont j'ai déjà parlé au Sénat l'an dernier : c'est non seulement un artiste, mais aussi un érudit, un historien de l'art. M. Guédy — c'est l'artiste dont je parle — a fait et publié en collaboration avec son frère un dictionnaire des peintres qui est estimé de tout le monde des artistes. (*Très bien !*)

M. Guédy a inventé et applique, depuis plus de vingt-cinq ou trente ans, ce procédé pour sauver les tableaux menacés. Il a inventé un liquide qui, étendu au pinceau sur les lèvres, sur les cicatrices, les craquelures des tableaux, ramollit assez la peinture pour qu'ensuite, à l'aide d'un cautérium de son invention et avec la prudence et l'habileté d'un artiste consommé, il puisse étendre légèrement la pâte, rejoindre les cicatrices de la peinture et restaurer si bien un tableau que des artistes qui lui ont confié certaines de leurs œuvres ont trouvé son travail si merveilleux qu'ils ont dit : c'est une résurrection !

Je vais vous citer entre autres un exemple de ses travaux.

Le Luxembourg avait un tableau de Tony-Robert Fleury tellement lépreux, fendu, craquelé, qu'on n'en voyait plus rien.

L'administration veut bien le confier à M. Guédy, qui travaille dans l'atelier de Tony-Robert-Fleury, sous les yeux du peintre lui-même. Il ne travaille pas comme les vulgaires restaurateurs qu'on emploie trop souvent, qui, avec du mastic, bouchent les craquelures et cachent ensuite ce mastic sous des repeints.

M. Guédy a un tel respect pour les œuvres qu'on lui confie qu'il ne se permettrait pas cela; il travaille sans couleurs; il procède comme je le disais tout à l'heure : il efface et supprime les lèpres du tableau, et il ferme les plaies de la peinture, les cicatrices, avec son cautérium.

Il a fait ainsi, sous les yeux mêmes de M. Tony-Robert-Fleury, une reconstitution de son tableau telle que Bonnat et Robert Fleury ont dit « c'est une résurrection ! »

D'autres artistes que je pourrais citer lui ont confié aussi leurs tableaux.

Le Luxembourg a bien voulu encore lui en donner un que vous avez tous autrefois admiré quand il était dans sa splendeur, c'est « Eventail et poignard » de Falguière. Il y a sept ou huit ans, cette œuvre était devenue presque invisible; le tableau était sillonné de si multiples craquelures, que l'on pouvait évaluer leur longueur totale

à ce chiffre extraordinaire, mais absolument exact, d'au moins un kilomètre.

Ce tableau, qui n'était plus qu'une plaie, a été confié à M. Guédy; c'était une sorte de gageure que de le lui donner à restaurer, car les difficultés étaient presque insurmontables, la matière des couleurs étant extrêmement mince et le tableau ayant été peint à l'essence.

Eh bien, M. Guédy l'a remis en état d'être vu et admiré.

Le Louvre a bien voulu, mais au prix de nombreux efforts — car je n'ai pas besoin de vous dire combien l'administration résiste à ces innovations — confier à M. Guédy un tableau d'Ary-Sheffer qui avait été depuis longtemps décroché des murailles et relégué à l'infirmerie.

M. Guédy a travaillé sur ce tableau dans le Louvre même; personne ne peut donc dire qu'il emploie des procédés autres que ceux qu'il indique : il nettoie le tableau, il rapproche les plaies, les cicatrices, il supprime les craquelures, et le tableau ressuscité peut de nouveau reparaitre dans les salles de nos musées.

J'ai déjà, messieurs, entretenu le Sénat de cette question qui, toute petite qu'elle paraisse, intéresse l'art national et les richesses de nos musées. Je l'ai signalée, lors de la discussion du dernier budget, à M. Léon Bérard, alors sous-secrétaire d'Etat, et il a bien voulu reconnaître qu'il y avait encore, en effet, d'illustres malades parmi les tableaux de nos musées et qu'il n'hésiterait pas à les confier aux soins de M. Guédy. Il y a un an que ces promesses ont été faites; depuis, on n'a pas mis entre les mains de l'artiste un seul tableau à guérir, à sauver, à conserver.

Pourquoi? je n'en sais rien. Il y a une résistance sourde que je ne m'explique pas; nous sommes ici les défenseurs de nos richesses nationales et nous sommes bien convaincus que les conservateurs des musées le sont également, mais ils ont peut-être une autre conception que la nôtre sur leur rôle et sur la façon de conserver nos tableaux.

Savez-vous ce qu'on a répondu officiellement lorsque j'ai insisté pour qu'on confiât à M. Guédy le soin de sauver les tableaux menacés de destruction? On m'a dit : le procédé de M. Guédy est depuis longtemps connu.

Si le procédé de M. Guédy est connu depuis si longtemps, je demande pourquoi on ne l'a pas employé. En terminant, je prie M. le sous-secrétaire d'Etat de vouloir bien faire une promenade dans nos deux grands musées, au Luxembourg et au Louvre; il y verra des chefs-d'œuvre, honneur de la peinture française, qui constituent une richesse artistique incomparable, mais qui sont en train de périr.

Je dis que lorsqu'on a sous la main un artiste comme M. Guédy pour les sauver, on est coupable de ne pas avoir recours à son talent. (*Très bien ! très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je tiens à rassurer complètement l'honorable M. Rivet. L'administration des beaux-arts n'a aucune prévention contre M. Guédy, et s'il nous été démontré, par des expériences nombreuses et de longue durée, que M. Guédy a trouvé le moyen de sauver nos chefs-d'œuvre, ce serait un hommage reconnaissant que l'administration des beaux-arts lui devrait et un concours absolu qu'elle devrait réclamer de lui.

La promesse que je puis faire à M. Rivet, c'est de me faire communiquer au plus tôt le résultat des expériences de M. Guédy, d'aller constater avec M. Guédy lui-même,

dans les deux musées, le résultat de ces expériences pour me former une opinion personnelle, et, si j'arrive à partager la conviction de M. Rivet, d'être le premier à profiter des moyens, s'ils existent réellement, de conserver des chefs-d'œuvre qui constituent une de nos richesses nationales. (*Très bien ! très bien !*)

M. Gustave Rivet. Je compte sur vous, monsieur le sous-secrétaire d'Etat.

M. Maurice Faure, rapporteur. Des expériences ont déjà été faites; quel en a été le résultat ?

M. le sous-secrétaire d'Etat. Il y a eu déjà des expériences faites au Louvre et au Luxembourg. Pour tout dire, on se demande à cette heure, à l'administration des beaux-arts, si les réfections opérées par M. Guédy auront un résultat durable. Il faut peut-être attendre quelque temps encore pour savoir quel en sera l'effet. Lorsqu'il s'agit de réparer des chefs-d'œuvre, il faut s'entourer de toutes les précautions nécessaires pour qu'on ne puisse pas, le lendemain, au cas où ces réparations seraient malheureuses, nous accuser d'avoir abîmé des chefs-d'œuvre et de n'avoir pas montré assez de circonspection. (*Très bien !*)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation sur le chapitre 48?...

Je le mets aux voix.

(Le chapitre 48 est adopté.)

M. le président. « Chap. 49. — Musées nationaux. — Personnel de gardiennage, 619,065 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 50. — Musées nationaux. — Matériel, 224,756 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 51. — Musées nationaux. — Salaires des gagistes. — Indemnités diverses, secours, frais de voyages, 132,467 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 52. — Musées nationaux. — Chalcographie et atelier de moulage, 40,030 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53. — Subvention de l'Etat aux musées nationaux pour acquisitions d'objets ayant une valeur artistique archéologique ou historique, 165,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53 bis. — Musée Guimet. — Personnel, 34,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53 ter. — Musée Guimet. — Indemnités, gratifications, secours, 4,870 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 53 quater. — Musée Guimet. — Matériel, 16,330 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 54. — Musées départementaux et municipaux. — Collectivités autorisées. — Subventions et achats d'œuvres d'art, 20,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 55. — Musée indo-chinois du Trocadéro, 6,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 56. — Publications et souscriptions aux ouvrages d'art. — Sociétés des beaux-arts des départements. — Inventaire général des richesses d'art de la France, 90,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 57. — Expositions à Paris et dans les départements, 11,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 58. — Expositions à Paris et dans les départements. — Indemnités, salaires, 6,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 59. — Conservation des palais nationaux. — Personnel, 301,050 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 60. — Conservation des palais nationaux. — Matériel, 265,290 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 61. — Conservation des palais nationaux. — Personnel auxiliaire. — Indemnités diverses et secours, 69,585 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 62. — Administration du mobilier national. — Personnel, 135,050 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 63. — Administration du mobilier

national. — Matériel, 115,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 64. — Administration du mobilier national. — Indemnités diverses, secours, 10,675 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 65. — Personnel des monuments historiques, 177,275 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 66. — Monuments historiques. — Subventions, allocations, missions, secours, indemnités diverses, 25,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 67. — Monuments historiques. — Monuments appartenant à l'Etat. — Ouverture de la digue du Mont Saint-Michel. — Construction de modèles d'architecture. — Frais d'inventaire nécessités par l'application de la loi du 31 décembre 1913, 1,685,250 fr. »

La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Je n'ai, messieurs, que quelques mots à dire, mais je désire que la question du Mont-Saint-Michel soit enfin envisagée dans son ensemble. Elle se présente sous deux aspects. Il y a d'abord la digue de la Roche-Torin, qui est une digue submersible, et la grande digue, qui est insubmersible.

Il y a quelques années, à cette tribune, je m'étais mis d'accord avec M. Dujardin-Beaumetz, et voici quel était le projet d'ensemble que je m'étais permis de lui soumettre. On commençait par créer une digue côtière qui mettait complètement à l'abri les communes du sud de la baie dont parlait tout à l'heure et avec raison M. Riotteau.

En second lieu, la digue de la Roche-Torin entraîne deux inconvénients : pour le sud de la baie, le colmatage; c'est qu'en effet, cette digue ainsi que la grande digue insubmersible forment une sorte de poche et que la mer refoule tous les sables en arrière de la digue vers les rives, d'où le colmatage du sud de la baie.

M. Riotteau. C'est très contestable.

M. Gaudin de Villaine. La digue submersible de la Roche-Torin présente donc deux inconvénients : elle détermine le colmatage du sud de la baie et, ensuite, la séparation du lit de la Sée de celui de la Sélune, empêchant ces deux rivières de faire leur travail d'ensemble, qui égaliserait leurs eaux dans toute l'étendue de la baie.

D'un autre côté, par suite de la configuration de la baie du Mont-Saint-Michel, la mer, dans les grandes marées, vient se briser contre le Mont-Saint-Michel et contre la digue de la Roche-Torin, elle est refoulée vers le Nord, d'où les envahissements qui se sont produits tout dernièrement, en particulier le long des rives des communes du nord de la baie, dont mon collègue M. Basire est le représentant au conseil général, et qui se sont traduits par des ravages incroyables.

Par conséquent, comme cela avait été convenu avec M. Dujardin-Beaumetz, il faut d'abord armer le sud de la baie par une digue côtière qui mettra les populations du sud complètement à l'abri des retours de mer, puis déraser la digue de la Roche-Torin, de manière à permettre aux deux rivières de faire leur effet étale et supprimant ainsi d'une part l'accumulation des sables, d'empêcher par ailleurs les envahissements du flot.

Quant à la digue insubmersible, c'est une autre question : c'est là que git la grosse difficulté.

Il est bien certain que, telle qu'elle existe, elle dépare absolument le mont Saint-Michel au point de vue artistique; d'un autre côté, c'est un grand avantage pour les personnes qui visitent le Mont de pouvoir y arriver facilement et à pied sec. Donc il y a des partisans du pour et du contre.

Mais, si l'on veut conserver au Mont Saint-Michel son caractère insulaire, de

même qu'il faut déraser la roche Torin, de même il faut couper la digue insubmersible pour que la mer puisse faire son effet tournant autour du Mont; prévenir ainsi l'accumulation des tangues et faire disparaître les différences de niveau incroyables qui existent actuellement entre les deux côtés de cette digue. En résumé, que faut-il faire?

On a prétendu d'abord qu'il fallait couper la digue. Il paraît — ce sont les ingénieurs qui le disent et ils sont généralement infailibles ou, du moins, ils croient l'être — que cela entraînerait des dommages considérables parce que toute la digue en serait ébranlée. C'est possible! Je crois cependant beaucoup plus pratique — et je suis sur ce point d'accord avec M. le sous-secrétaire d'Etat aux beaux-arts — de couper simplement, à 2 ou 300 mètres du Mont, la digue en sifflet, d'arriver au niveau des tangues et de continuer ainsi jusqu'au Mont-Saint-Michel par un passage bitumé, par exemple. Tout autre système n'aboutira à rien parce que les ingénieurs feront obstacle et nous vivrons éternellement dans l'état actuel des choses.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'à l'heure qu'il est le colmatage continue et que, si l'on ne prend pas de mesures radicales, dans une quinzaine d'années le Mont-Saint-Michel se trouvera au milieu de prairies ou de champs cultivés.

Il n'y aura plus de grève, le caractère insulaire du Mont aura complètement disparu et ainsi, pour une facilité de communication, on aura détruit précisément ce qui fait l'originalité de la merveille et l'attraction pour les visiteurs.

M. le rapporteur général. Voulez-vous me permettre une question, mon cher collègue.

Est-ce que les concessionnaires du colmatage n'ont pas le droit de faire des digues latérales?

M. Riotteau. Ce n'est pas de ce côté-là!

M. Gaudin de Villaine. Quand la concession a été faite, l'emprise des polders comprenait toute la partie Sud de la baie, c'est-à-dire à la droite du Mont Saint-Michel entre la digue de la Roche-Torin et la côte et à gauche, tous les terrains qui sont occupés actuellement par les polders. Par suite d'une convention ultérieure, toute la partie droite de la baie a été abandonnée; par conséquent, le colmatage qui se fait actuellement à l'est du Mont Saint-Michel ne sert absolument à rien qu'à menacer le caractère insulaire du Mont Saint-Michel en relevant les sables et en repoussant la mer vers le Nord.

M. Riotteau. C'est exagéré!

M. Gaudin de Villaine. Voici pour le côté droit. Quant au côté gauche dont je parlais tout à l'heure, il y a de gros intérêts à ménager, et ce n'est pas moi qui en médierai bien que je prétende qu'il ne faille pas tout leur sacrifier.

M. Riotteau. Je demande la parole.

M. Gaudin de Villaine. Il n'y a qu'à reprendre le projet qui avait été accepté il y a quelques années, après avoir été discuté à cette tribune, par M. Dujardin-Beaumetz. Ce projet comporte trois phases : armement de la côte Sud de la baie, dérasement ou destruction de la digue de la Roche-Torin, armement de la côte Nord.

M. Basire. Il faudrait commencer par là.

M. Gaudin de Villaine. D'ailleurs l'administration des travaux publics et celle des beaux-arts étaient d'accord sur ce point. Malheureusement nous avons assisté, depuis, à des visites de ministres successifs

au Mont saint Michel, et rien de nouveau n'a été fait.

M. Riotteau. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Riotteau.

M. Riotteau. Je regrette d'avoir à prendre de nouveau la parole. Je m'étais bien gardé tout à l'heure de traiter la question de l'isolement du mont Saint-Michel. J'avais entendu laisser M. le sous-secrétaire d'Etat étudier le problème de ses propres yeux, puis qu'il se propose de venir dans notre région. J'espère qu'il y viendra, et que là, comme je le lui ai demandé, il tiendra, pour s'éclairer, à interroger les populations.

Mais, après ce que vient de dire M. Gaudin de Villaine, je ne puis m'en tenir à mes premières observations. Je ne saurais, en effet, souscrire aux assertions de notre honorable collègue en ce qui concerne le colmatage. D'après M. Gaudin de Villaine la zone de la baie qui s'étend en arrière de la digue de Roche-Torin se colmate rapidement. Ceci est en contradiction avec les conclusions de gens compétents qui affirment que le colmatage dont il s'agit ne s'opère pas.

La meilleure preuve qu'on en puisse donner, c'est que ceux qui autrefois avaient obtenu l'autorisation de conquérir les grèves situées sur la côte sud, au voisinage de Roche-Torin, ont abandonné leur tentative, parce que l'entreprise était trop difficile, trop onéreuse. Ils se sont reportés, comme je l'ai dit, du côté opposé de la baie, sur la rive gauche du Couesnon, où ils ont réussi à gagner sur les grèves près de 3,000 hectares. De ce côté là en effet leurs efforts devaient aboutir, parce que la mer y est plus calme et que les sables en suspension dans ses eaux peuvent s'y déposer. Ainsi se forment ces terrains si fertiles que constitue la tange et qu'on nomme les polders.

Mais du côté de Roche-Torin, il en est autrement. Le littoral y est exposé aux pleins vents du Nord et du Nord-Ouest. Par les grandes tempêtes, il se fait des mouvements d'eau très violents. J'ai ici la carte de ces mouvements : je pourrais vous la montrer. En 1858, par exemple, la rivière la Sélune, qui n'était pas à ce moment éloignée de la terre par la digue de Roche-Torin, s'est rabattue, comme je le disais précédemment, sur la côte Sud, où elle a enlevé 1 million d'hectares de bonnes terres, en menaçant la vie des habitants des villages riverains.

Pendant ce temps, sur la côte Nord, en face de Genêts et de Marcey, il se formait de vastes atterrissements, des « herbus », c'est-à-dire que le sable enlevé au Sud, reporté au Nord par les courants s'y accumulait, formant des bancs immenses, bientôt couverts de végétations.

Ces « herbus » prirent en quelques années une telle valeur que l'Etat voulut en tirer profit pour lui-même. Il intenta un procès aux communes du nord de la baie qui s'étaient mises en possession de ces relais, revendiquant la propriété des terres ainsi créées au détriment de la côte Sud.

Le procès fut tranché un beau jour par la mer elle-même. Sous l'action des vents, le flot détruisit en peu de temps tous les « herbus » litigieux. Les terres, désagrégées par les eaux, retournèrent vers la côte Sud.

M. Basire. Il y a eu des centaines d'hectares ainsi enlevés sur la côte Nord.

M. Riotteau. Voilà l'explication du mouvement des sables dans la baie du Mont-Saint-Michel.

Ce n'est pas aussi simple qu'on le croit, et c'est encore plus complexe que je ne le dis. Il y a là deux ou trois rivières qui circulent

à la surface des grèves — la Sée, la Sélune, le Couesnon — qui sont très capricieuses et ne demandent pas la permission du service des eaux pour prendre leur lit. Leur action s'ajoute à celle de la mer, tantôt la secondant, tantôt la contrariant, ce qui rend très malaisés à saisir les phénomènes qui s'accomplissent. Ce sont ces rivières qui créent les sables mouvants de la baie du mont Saint-Michel. On y trouve des lits qui sont à moitié comblés, à moitié pleins d'eau et à moitié pleins de sable.

Je m'arrête. Qu'est-ce que j'ai demandé ? C'est que, si l'on touche à la digue de Roche-Torin, on ne perde pas de vue ce qu'exige la sécurité des riverains.

Quand on a construit cette digue, elle devait avoir 6 kilomètres de long. On se proposait de la pousser jusqu'au mont Saint-Michel, de manière à isoler de la mer toutes les grèves sises en arrière. On n'est pas allé jusqu'au bout ; on n'a construit qu'environ 4 kilomètres et demi de digue. L'ouvrage n'a donc jamais été achevé, et il n'a jamais été question de l'achever, puisqu'on a renoncé peu après à transformer en polders les grèves de cette zone là. Cependant, comme je l'ai expliqué, il n'en protège pas moins la côte.

Eh bien, qu'on le supprime, si l'on veut, mais qu'on le reporte, en quelque sorte sur la côte même, afin de mettre celle-ci à l'abri des atteintes du flot. (*Très bien !*)

M. Gaudin de Villaine. C'est ce que je demande.

M. Riotteau. Sur ce point là nous sommes d'accord. Puisque M. le sous-secrétaire d'Etat s'occupe de la question, je le prie de ne pas arrêter ses regards sur la côte Sud seulement. Il importe qu'il veuille bien aussi s'intéresser à la côte Nord. Il faut que, de ce côté-là également, on étudie les moyens d'établir une digue qui protégera les terres qui, en ce moment, sont menacées par la rivière de la Sée. Voilà ce que j'ai demandé.

Quant à l'autre digue — la digue insubmersible, celle qui conduit au Mont-Saint-Michel les voyageurs qui y viennent par Pontorson — vous avez entendu M. Gaudin de Villaine demander qu'on la détruise aussi ou du moins qu'on la coupe. A cela, je n'ai rien à objecter que ceci : Quand notre honorable collègue connaîtra un moyen pratique, rapide et surtout économique de transporter chaque année au Mont-Saint-Michel cent cinquante mille voyageurs sans cette digue, on pourra peut-être songer à la démolir, mais je crois bien que, si jamais on exécutait une pareille opération, on ne tarderait pas à venir vous demander de rétablir l'ouvrage détruit...

M. Gaudin de Villaine. Pas du tout ! Je n'ai jamais émis la pensée de détruire, ni même de couper la digue, mais seulement à 200 ou 250 mètres du mont, de l'abaisser au niveau de la tange, en reliant la digue actuelle au mont par un chemin bitumé et à l'abri de toute humidité ; ainsi la mer pourra entourer le mont à certaines heures de grande marée et amener un mouvement circulaire qui détruira les herbus et conservera au mont son caractère insulaire. (*Très bien !*)

M. Riotteau. ...Car autrement il serait devenu quasi impossible aux touristes de gagner le mont, à moins de grandes dépenses et de grandes pertes de temps, ce qui n'est pas à la disposition de tout le monde.

Certains peuvent trouver désirable de réserver le plaisir de contempler les beautés du mont à quelques privilégiés ; mais il est beaucoup mieux, à mon avis, de laisser ce plaisir à la portée de tous, des pauvres comme des riches. (*Très bien ! très bien !*)

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Il ne faut pas me faire dire ce que je n'ai pas dit. Ce que mon aimable collègue M. Riotteau appelle des fantaisies sont des réalités reconnues par le Gouvernement lui-même et que jadis M. Dujardin-Beaumetz avait fait siennes.

Nous sommes absolument d'accord, M. Riotteau et moi, sur la nécessité d'armer par une nouvelle digue la côte Sud de la baie. Je l'ai dit au commencement de mes observations : c'est la première chose à faire. Ensuite on avisera à araser ou à supprimer la digue de la Roche-Torin ; mais ce que mon collègue n'a pas dit, c'est que justement la présence de cette digue a été cause, lors des dernières tempêtes, de dégâts épouvantables sur la côte Nord de la baie.

Donc, nous serons, je crois, d'accord si vous admettez qu'il faut d'abord armer la côte Sud par une digue côtière, supprimer la digue de la Roche-Torin et protéger la côte Nord.

Mais dire, sous prétexte qu'il n'y a pas de colmatage dans la partie droite de la baie, que cette espèce de poche qui se forme entre le mont Saint-Michel et la digue submersible n'a pas amené des relevements de sable considérables, c'est contraire à l'exacte vérité. Quant à la digue insubmersible, je m'intéresse tout autant que qui que ce soit au progrès du mont Saint-Michel, mais à côté du progrès il y a aussi la question artistique, et ce serait la détruire et ruiner l'avenir du mont Saint-Michel que de n'en pas tenir compte.

M. le rapporteur. C'est la seule qui nous occupe ici.

M. Gaudin de Villaine. Je prétends qu'en coupant la digue à 200 ou 250 mètres du mont Saint-Michel, c'est-à-dire en l'empêchant d'arriver à niveau contre le rempart, telle qu'elle est aujourd'hui, on répondrait précisément à la préoccupation de l'honorable M. Maurice-Faure.

Voilà tout ce que j'ai demandé, et je prétends répondre ainsi non seulement aux préoccupations des populations riveraines, mais encore à celles de tous les amis du mont Saint-Michel. (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs.*)

M. Riotteau. Les populations riveraines demandent le maintien de la digue.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Le Sénat peut se rendre compte facilement que si les défenseurs du Mont-Saint-Michel ont témoigné d'une ardeur égale en sa faveur, ils ont, sur les solutions qui se présentent à l'esprit sur cette question, des sentiments tout à fait différents.

Je répète devant le Sénat qu'un projet est actuellement à l'enquête, que cette enquête sera poursuivie le plus rapidement possible et qu'au surplus la question ne sera solutionnée que par le dépôt d'un projet de loi demandant un crédit que la Chambre et le Sénat auront à voter et, qu'à ce moment-là, par conséquent, chacun pourra défendre son sentiment et son point de vue.

Le projet comporte, comme l'indiquait tout à l'heure M. Gaudin de Villaine, le dérasement de la digue de la Roche-Torin...

M. Gaudin de Villaine. C'est le projet Dujardin-Beaumetz.

M. le sous-secrétaire d'Etat. ...la coupe de la grande digue. Je n'ai pas besoin d'ajouter une fois de plus que les intérêts des riverains seront sauvegardés, comme le demandait M. Riotteau tout à l'heure.

M. le rapporteur. Et les intérêts de l'art !

M. le sous-secrétaire d'Etat. Et les intérêts de l'art, que je ne sépare pas des intérêts des riverains dont on a pris la défense à cette tribune.

Ce qu'il faut faire, le plus rapidement possible, c'est de poursuivre et faire aboutir cette enquête et de déposer la demande de crédit. Je crois que c'est un crédit de un million qu'il faudra demander au Parlement. Je suis convaincu qu'à ce moment-là nous pourrions réaliser l'accord qui n'existe pas encore aujourd'hui, entre les différents défenseurs du Mont-Saint-Michel et que le Parlement tout entier approuvera le projet qui est destiné à défendre cette œuvre admirable, sur la conservation de laquelle nous sommes tous d'accord ici.

M. Dominique Delahaye. Admirable, quoiqu'elle ne soit pas laïque !...

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations sur le chapitre 67 ?

Je le mets aux voix.

(Le chapitre 67 est adopté.)

M. le président. « Chap. 68. — Monuments historiques. — Monuments n'appartenant pas à l'Etat. — Antiquités et objets d'art. — Monuments préhistoriques, 2,850,000 fr. » La parole est à M. Jouffray.

M. Jouffray. Messieurs, je viens très modestement plaider la cause d'un monument historique qui est peut-être, dans son genre, le plus beau de la vallée du Rhône ; je veux parler de la cathédrale Saint-Maurice de Vienne que connaissent sans doute tous ceux qui ont visité le sud-est de la France.

Déjà, lors de la discussion du budget de 1903, j'eus l'honneur d'appeler sur ce superbe édifice le bienveillant intérêt de M. Dujardin-Beaumetz, sous-secrétaire d'Etat des beaux-arts.

La sécurité publique était en jeu ; aussi, des travaux de réfection furent-ils exécutés dès l'automne suivant, à la grande satisfaction de tous ceux qui aiment les grandioses souvenirs que nos pères ont laissés.

La participation des ressources locales fut de 36,7 p. 100, y compris le montant du legs d'un généreux anonyme.

En même temps que le premier devis avait été dressé, un état de travaux futurs que M. le ministre consentit à prendre à la charge de son département, à condition que les 40,000 fr. nécessaires seraient fournis en partie par les autres administrations intéressées et, s'il y avait lieu, par une souscription particulière jusqu'à concurrence du contingent régulier.

Les choses étaient ainsi convenues lorsque l'étroite terrasse extérieure qui protégeait les trois merveilleux porches de la façade usée par l'intempérie des siècles, tomba définitivement en ruines, laissant exposées aux dégradations que causent les orages de charmantes sculptures qui, depuis plus de cinq cents ans, sont un objet d'universelle admiration.

Sur la demande de M. Brenier, député, maire de Vienne, et la mienne, un inspecteur général des monuments historiques fut envoyé sur les lieux et, d'un commun accord, un programme nouveau de restauration fut élaboré.

Ce programme n'était ni plus ni moins coûteux que le précédent mais il mettait en première ligne les travaux urgents de la façade, renvoyant à plus tard des travaux intérieurs qui peuvent attendre. On allait naturellement au plus pressé.

D'un autre côté la « société des amis de

Vienne » dont l'intelligent dévouement s'applique à la sauvegarde de nos richesses archéologiques, s'était mise en mesure de recueillir des fonds et le montant de la souscription ouverte par elle avait atteint le chiffre de 15,000 fr., lesquels ajoutés à la subvention de la ville et à celle du conseil général, font une somme suffisante pour parfaire le contingent de 36.7 p. 100 fixé tout d'abord.

Si je reviens sur ce chiffre c'est que l'administration des beaux-arts a commis probablement une erreur de calcul en mettant cette fois à notre charge une contribution qui porterait ce contingent nouveau à 44.4 p. 100.

Le bel élan de nos concitoyens est à remarquer car peu de concours locaux de ce genre se montrent aussi efficaces. Croyants et libres-penseurs ont voulu concourir à la conservation d'un monument dont nous sommes fiers. Pourquoi faut-il que ce généreux sentiment n'ait pas été apprécié de tous ?

Au cours des vacances dernières, un architecte adjoint à l'inspection générale vint aussi à Vienne pour procéder à la visite de Saint-Maurice. Sans tenir compte de l'esprit de solidarité dans le culte du beau qui nous avait tous animés, non plus que des conventions anciennes, il aurait manifesté son intention de réparer au ciment, pour un prix modique, non seulement le dallage de la terrasse dont j'ai parlé, ce qui est naturel, mais encore certaines parties des magnifiques porches de l'église.

M. Louis Martin. C'est un vandale.

M. Jouffray. C'est un fonctionnaire dont le devoir, sinon la mission, est d'entretenir, de propager l'amour des belles œuvres, qui parle de traiter ainsi le poème de pierre qu'est Saint-Maurice-de-Vienne. Il est certain cependant que, malgré le délabrement de ses tours et ses statues mutilées, ce monument est l'un des plus remarquables parmi ceux qui chantent l'effort de nos pères pour s'élever par l'art et l'espérance au-dessus de leur vie souvent douloureuse. (*Très bien ! très bien !*)

Vous n'êtes pour rien dans tout cela, monsieur le sous-secrétaire d'Etat, non plus que votre prédécesseur qui, très bienveillamment, a demandé à l'inspecteur un nouveau rapport sur cette question. Je suis du reste trop convaincu du souci éclairé qu'a l'administration des beaux-arts de conserver à la France des édifices qui sont une partie de son héritage de gloire pour douter de la décision que vous prendrez. (*Nouvelles marques d'approbation.*)

M'adressant donc à votre esprit de justice et à la délicatesse de votre goût artistique, je vous demande de bien vouloir donner suite aux engagements officiels qui ont été pris envers nous, il y a quelques années déjà, au point de vue de la dépense à effectuer. En cela votre responsabilité personnelle n'est même pas engagée.

Je vous demande de donner suite aux conclusions si pratiques de l'inspecteur général et de faire commencer le plus tôt possible, à l'aide de matériaux appropriés et dignes de l'édifice, des réparations si urgentes qu'elles risqueraient bientôt d'être faites trop tard.

Nous tenons dès maintenant à votre disposition les 17,000 fr. qui correspondent approximativement à notre part normale de 36.7 p. 100.

Veillez me permettre d'insister sur la nature des matériaux à employer, car si notre cathédrale devait être maçonnée comme une construction vulgaire, beaucoup préféreraient qu'on n'y touchât pas.

La poésie qui s'exhale des belles ruines ne peut toutefois nous suffire. Nous désirons, monsieur le sous-secrétaire d'Etat,

avec vous nous voulons tous que notre cathédrale garde la vivante beauté qu'elle possède encore. (*Vifs applaudissements.*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, l'église Saint-Maurice-de-Vienne est incontestablement l'un des plus remarquables spécimens de l'art architectural gothique et il n'est guère de monument plus intéressant, non seulement dans la vallée du Rhône, mais en France et à l'étranger.

C'est donc très justement que mon honorable collègue et excellent ami, M. Jouffray, demande que le Gouvernement, conformément aux engagements pris en 1909, exécute enfin les travaux destinés à la conservation de ce magnifique édifice religieux, dont les origines remontent au douzième siècle. (*Très bien ! très bien !*)

Votre commission des finances ne peut que donner sa plus chaleureuse approbation aux observations que vient de présenter M. Jouffray, en ami éclairé des arts et en bon dauphinois profondément attaché à sa ville natale. (*Applaudissements.*)

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Si la poésie s'exhale des ruines de la cathédrale Saint-Maurice-de-Vienne, je dirai également qu'elle se retrouve dans les éloquents paroles avec lesquelles l'honorable M. Jouffray a pris la défense du beau.

Je veux rassurer tout de suite l'honorable sénateur : dans sa séance de vendredi dernier, la commission des monuments historiques a décidé de proposer à ma signature une ouverture de crédit de 30,000 fr. destinée à la réparation de l'église Saint-Maurice.

Je veillerai, avant de donner cette signature, à ce que le crédit soit appliqué conformément à la demande de l'inspecteur général de mon administration, afin que, ainsi, toute satisfaction soit donnée pour la conservation de cet édifice dont, à la fois, M. Jouffray et M. Maurice Faure ont pris si éloquemment la défense.

En tout cas, la solution ne saurait tarder, puisque la décision de la commission est de vendredi dernier. Satisfaction sera donnée à brève échéance. (*Très bien ! très bien !*)

M. Jouffray. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jouffray.

M. Jouffray. Monsieur le sous-secrétaire d'Etat, je vous remercie de tout cœur de la réponse que vous avez bien voulu me faire.

J'espère que vous voudrez bien ordonner bientôt le commencement des travaux et rétablir le contingent de 36.7 p. 100 au lieu de celui de 44.4 p. 100 qui nous a été imposé.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Je ferai tout mon possible pour vous donner satisfaction.

M. Jouffray. En second lieu, je retiens également que l'emploi du ciment sera borné au dallage de la terrasse.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Le ciment ne sera employé que dans les parties invisibles.

Si l'on fait le sacrifice d'un crédit de 30,000 fr. pour réparer une église, c'est pour l'embellir et non pour l'enlaidir.

M. Jouffray. Je vous remercie, monsieur le sous-secrétaire d'Etat, je veux remercier

également M. le rapporteur de son si cordial concours : il est, comme moi, fils de cette vallée du Rhône qui est une des plus belles parties de la France : il en est digne par son talent et par son grand caractère. (*Très bien !*)

M. le président. Il n'y a pas d'autres observations sur le chapitre 68?...

Je le mets aux voix.

(Le chapitre 68 est adopté.)

M. le président. « Chap. 69. — Monuments historiques. — Dépenses communes, 181,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 70. — Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Personnel, 29,700 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 71. — Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Matériel, 44,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 72. — Musée de sculpture comparée du Trocadéro. — Indemnités diverses et secours, 1,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 73. — Personnel des bâtiments civils et des palais nationaux, 187,578 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 74. — Matériel des bâtiments civils et des palais nationaux, 38,357 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 75. — Entretien des bâtiments civils et des palais nationaux, 1,638,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 76. — Bâtiments civils et palais nationaux. — Frais de voyages, indemnités diverses et secours, 33,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 77. — Grosses réparations des bâtiments civils et des palais nationaux, 1,235,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 78. — Construction et grosses réparations des hôtels diplomatiques et consulaires. — Mobilier de première installation, 522,100 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 79. — Bâtiments des cours d'appel. — Travaux d'entretien et de grosses réparations, 145,885 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 80. — Location du terrain du Grand Palais des Champs-Élysées, 15,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 81. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Personnel, 117,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 82. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Matériel, 16,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 83. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'entretien et de grosses réparations, 353,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 84. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Frais de voyages. — Indemnités diverses et secours, 12,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 85. — Domaine de Versailles et de Trianon. — Travaux de réfection et de restauration, 200,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 86. — Palais du Louvre et des Tuileries. — Travaux de construction et de réfection, 300,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 87. — Domaine de Saint-Cloud. — Travaux de construction et de réfection, 45,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 88. — Bibliothèque nationale. — Travaux d'agrandissement, 400,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 89. — Palais de Fontainebleau. — Travaux de restauration, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 90. — Ecole nationale d'agriculture de Grignon. — Travaux d'agrandissement et de réfection, 25,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 91. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Travaux d'amélioration, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 92. — Agrandissement et reconstruction partielle des bâtiments de l'institut national agronomique, 169,614 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 93. — Reconstruction du musée d'art décoratif des Gobelins, 35,431 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 94. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. — Travaux de restauration et de réfection, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 95. — Construction d'un immeuble, avenue de Suffren, pour la marine, 700,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 96. — Muséum d'histoire naturelle. — Travaux de réfection, 80,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 97. — Muséum d'histoire naturelle. — Travaux de construction, 300,000 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 98. — Service des eaux de Versailles et de Marly. — Renforcement des moyens d'élevation de la machine de Marly, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 99. — Reconstruction de l'école des mines de Saint-Etienne, 250,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 100. — Ministère des affaires étrangères. — Travaux de réfection et de défense contre l'incendie, 100,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 101. — Ministère des travaux publics. — Travaux de défense contre l'incendie, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 102. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » — (Mémoire.)

« Chap. 103. — Dépenses des exercices périmés non frappées de déchéance. » — (Mémoire.)

« Chap. 104. — Dépenses des exercices clos. » — (Mémoire.)

Nous arrivons, messieurs, au ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Ministère du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

La parole est à M. Audiffred sur le budget du ministère du commerce.

M. Audiffred. Messieurs, je désire présenter au Sénat et à M. le ministre du commerce quelques observations sur la production du coton dans nos possessions d'outre-mer. Ces observations intéressent également M. le ministre des affaires étrangères qui a dans son département les pays de protectorat, la Tunisie et le Maroc, M. le ministre de l'intérieur qui administre l'Algérie, et M. le ministre des colonies qui est peut-être le plus intéressé dans la question. Mais M. le ministre du commerce et de l'industrie étant plus spécialement le défenseur de l'industrie, il pourra donner à ses collègues des indications sur les mesures qu'il importe de prendre dans l'intérêt de la cause dont j'entretiens le Sénat.

Notre industrie cotonnière occupe 150,000 ouvriers pour la filature et à peu près autant pour le tissage, soit en tout 300,000 ouvriers; c'est-à-dire qu'en France, plus d'un million de personnes vivent du travail du coton.

Pour la matière première, nous sommes tributaires de l'étranger. Nous ne récoltons pas chez nous plus d'un million de kilogrammes de coton et nos usines en manufacturent au moins 200 millions de kilogrammes, d'une valeur de 350 millions de francs.

Il y a un réel danger à ne pas pouvoir nous approvisionner chez nous, d'abord parce que les pays producteurs de coton peuvent très bien, un jour, manufacturer eux-mêmes cette matière première : il leur suffirait de créer des usines, ce qui n'est pas très difficile. Ensuite, il n'échappera pas au Sénat que si, au lieu de porter ces 350 millions à l'étranger, aux Etats-Unis, en Egypte, aux Indes, nous les versions à nos populations coloniales, nous enrichirions

celles-ci, nous leur donnerions un pouvoir d'achat considérable, au grand profit de nos diverses industries nationales.

Faisons-nous ce que nous devons pour produire chez nous le coton qui nous est nécessaire ? Jusqu'à présent, je crois qu'on peut répondre non.

Nous recevons cependant de l'étranger des exemples qui devraient nous déterminer à faire cette opération fructueuse. Ainsi la Russie, qui manufacture deux fois plus de coton que nous, est arrivée à en récolter au Turkestan 160 millions de kilogrammes. Elle développe beaucoup cette culture, soit par l'irrigation, soit en créant des chemins de fer, soit en instituant le crédit pour les producteurs et les personnes bien informées prétendent que, dans un avenir assez prochain, elle pourra décupler sa production, soit au Turkestan, soit au Caucase.

L'Angleterre ne se contente pas de ses possessions de l'Inde. Elle a quadruplé, en ces dernières années, la production du coton dans l'Egypte, et elle a dépensé, pour arriver à ce résultat, une somme qui n'est pas inférieure à 320 millions de francs. En ces dernières années, elle a créé l'immense barrage d'Assouan, qui lui a coûté 70 millions et qui retient 2 milliards de mètres cubes, c'est-à-dire la quantité d'eau que débite la Seine dans une de ses crues les plus fortes.

Plus récemment, elle a effectué une dépense de 38 millions pour le surélever de 7 mètres. Et enfin, elle a dépensé pour la canalisation, pour l'assainissement plus de 100 millions.

Voilà ce que fait un pays qui veut conserver intactes ses manufactures et leur assurer les meilleures conditions de fonctionnement...

M. Le Cour Grandmaison. Et mettre le pays en valeur.

M. Audiffred. Et mettre le pays en valeur.

Eh bien, nous, qu'est-ce que nous faisons ? Pas grand'chose, malheureusement. Nos possessions d'outre-mer ont une surface totale de 10 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire vingt fois la surface de la France. Pour produire le coton qui nous est nécessaire, il faudrait, en établissant ces cultures sur des terrains non irrigués, mettre en valeur une surface égale à celle de quatre départements français. Pour établir la culture sur des terrains irrigués, où la production est plus grande, une surface égale à celle de deux départements et demi suffirait. Vous voyez que l'opération n'est pas hors de proportion avec nos moyens d'action.

Je demande à M. le ministre du commerce de dresser un programme, de s'entendre avec ses collègues, avec le ministre des affaires étrangères, qui a dans ses attributions la Tunisie et le Maroc, avec le ministre de l'intérieur de qui dépend l'Algérie, et avec le ministre des colonies de qui relèvent la plus grande partie de nos possessions d'outre-mer, pour assurer dans les meilleures régions la culture de ce précieux textile.

Ainsi, dans les rapports sur l'industrie cotonnière, on dit que, dans le Tell, on pourrait, avec une dépense relativement minime, mettre en valeur, en les irriguant, plus de 100,000 hectares, c'est-à-dire la douzième partie de ce qui nous serait nécessaire. Le Maroc, d'après tous les renseignements, paraît très favorable à cette culture que propagent déjà nos officiers.

L'Etat peut actuellement compter sur le concours d'une association qui s'est constituée dans notre pays où les sociétés de ce genre n'ont pas l'existence facile et ne rencontrent pas toujours les facilités sur lesquelles elles devraient pouvoir compter : c'est l'association cotonnière coloniale. Cette

association, qui comprend tout ce que l'industrie cotonnière compte de plus éminent, qui était présidée autrefois par M. Esnault-Pelterie, et qui l'est aujourd'hui par M. Roy, cette association, dis-je, a un modeste budget de 330,000 fr. environ, dont une partie, 130,000 fr., est fournie par une subvention du ministère des colonies. Cette association a fait beaucoup : elle a envoyé des graines un peu partout; dans tous les pays où la culture du coton est possible, on a recherché quel était le meilleur coton à cultiver, car il ne suffit pas d'importer des graines quelconques. On est arrivé à cette conclusion que, généralement, il faut prendre le coton qui vient sur place, le sélectionner, le perfectionner. La société a envoyé des instruments aratoires; elle a fourni des machines à égrener; enfin, elle a fait tout ce qu'elle a pu faire et rendu de très grands services en préparant par ses recherches et ses expériences l'œuvre de demain.

Il faut la seconder, cette œuvre d'initiative privée qui est extrêmement intéressante; mais il faut aussi que l'Etat fasse lui-même des sacrifices importants, je ne dirai pas aussi considérables que ceux qui, comme je vous l'indiquais il y a un instant, ont été consentis par l'Angleterre. Ce sont des barrages à établir, ce sont des canaux d'irrigation à construire, et aussi des chemins de fer que l'on entreprend, mais qu'il faut mener peut-être plus activement.

Ainsi, au Dahomey, on ne peut pas développer, à l'heure actuelle, d'une manière suffisante, la culture du coton, parce qu'on n'a pas les moyens de transport; les chemins de fer les fourniront.

Au Sénégal, au Niger, au Tchad, il en est de même. Pour vous donner une idée des difficultés que rencontre cette production du coton dans certaines colonies, je vous dirai que, dans l'interland du chemin de fer de Kayes, il y a des cotons dont le transport coûte actuellement 60 centimes le kilogramme, c'est-à-dire 600 fr. les 1,000 kilogrammes. Evidemment, la production est impossible dans ces conditions-là.

Monsieur le ministre, je ne veux pas abuser de vos instants ni de ceux du Sénat; je veux simplement dire qu'il y a là une question d'un intérêt capital pour notre pays, que ce problème, très difficile, doit être envisagé dans son ensemble, qu'on doit rechercher tous les moyens de mettre en valeur nos possessions coloniales.

Il suffit d'en cultiver une très faible partie, la 500^e partie, si on n'irrigue pas, la 900^e partie si on irrigue, pour obtenir toute la production cotonnière nécessaire à nos manufactures françaises.

Ce n'est pas là une œuvre impossible pour un pays comme le nôtre. J'insiste pour que cette œuvre soit entreprise.

Je me permettrai d'ajouter une considération qui s'applique d'ailleurs à beaucoup d'autres questions que celle-là. Nous avons d'énormes dépenses à faire. On nous objecte l'impossibilité d'ajouter les dépenses nécessaires que nous demandons aux dépenses réclamées si légitimement au Parlement pour la défense nationale, les institutions de prévoyance, la bienfaisance.

Je répondrai que précisément pour faire face aux dépenses indispensables, inévitables de défense nationale, d'institutions de prévoyance, de bienfaisance, il faut créer la richesse qui n'existe pas. (Très bien! très bien!)

Je n'ai pas la prétention de dire que, quand vous aurez résolu cette question de la production du coton dans nos possessions d'outre-mer, vous aurez donné à la France toutes les ressources dont elle a besoin pour faire face à ces charges inévitables, mais c'est là un des moyens pour y arriver.

C'est une raison puissante qui s'ajoute à

celles que j'ai eu l'honneur d'indiquer au Sénat.

J'espère que M. le ministre du commerce, dont je connais la sollicitude pour tous les intérêts français, voudra bien se faire l'interprète de ces réclamations auprès de ses collègues pour arriver le plus rapidement possible à la solution de ce problème considérable, mais qui n'est pas, je le répète, au-dessus des forces du Gouvernement français. (Applaudissements.)

M. Thomson, ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre du commerce.

M. le ministre. Messieurs, l'honorable M. Audiffred signale à nouveau l'importance considérable qu'il y aurait à assurer l'avenir de notre industrie cotonnière en développant une production nationale qui la mette à l'abri des aléas qui peuvent toujours l'atteindre tant qu'elle sera soumise aux exigences de l'étranger.

Il est certain que la demande en matière première de coton tend continuellement à dépasser l'offre, ce qui implique que cette industrie, si elle n'était entravée par le manque ou le prix excessif de la matière première, pourrait prendre un développement encore plus rapide que celui qu'on a constaté jusqu'ici.

L'honorable M. Audiffred a raison, lorsqu'il demande que cette culture du coton soit restaurée — il l'a demandé au moins dans un rapport qu'il avait présenté sur ce point — dans quelques-unes de nos anciennes colonies, et qu'elle soit implantée et développée dans nos possessions africaines. Il a raison lorsqu'il demande qu'on seconde sur ce point — et l'Etat le fait par une subvention à laquelle il a fait lui-même allusion — l'association cotonnière coloniale. Des résultats ont été déjà obtenus, ils ne sont pas encore éclatants, mais il est permis de constater que notre production de coton — l'Indo-Chine à part — qui, en 1908 atteignait 171,000 kilogr., a atteint, en 1913, près de 700,000 kilogr. Oh ! c'est peu de chose par rapport à nos besoins, mais enfin, cela prouve qu'un effort s'est fait et se poursuit en ce moment même.

M. Audiffred a parlé du Maroc. Là, en effet, la question est tout à fait digne d'intérêt : nous nous préoccupons en ce moment de la mise en valeur de notre domaine marocain. Eh bien, messieurs, dans la conviction de beaucoup de personnes qui connaissent le Maroc, la culture du coton pourra et devra y être développée. Le Maroc l'a déjà connue à d'autres époques, cette culture-là, et, à bien des points de vue, soit circonstances climatiques, soit main-d'œuvre à la fois nombreuse et bon marché, elle doit réussir, comme elle réussira sûrement à un moment donné, et peut-être dans des conditions meilleures, au Soudan.

Messieurs, les premiers essais qui viennent d'être faits au Maroc en ces derniers temps sont assez favorables, soit en ce qui concerne le rendement, soit en ce qui touche la qualité du coton, comme cela se produit, du reste, également pour tous les cotons du nord de l'Afrique en dehors même du Maroc. Il est certain que l'expérience qui a réussi dans des colonies voisines est de nature à nous encourager à poursuivre cette culture au Maroc, et c'est ce qui sera fait.

Ainsi, au point de vue de l'industrie cotonnière et d'une exploitation pratique et rationnelle, il est certain qu'il y a un intérêt primordial à constituer aux portes mêmes de la métropole une source importante de production.

C'est là une question, messieurs, qui s'impose aux préoccupations du Gouvernement.

Pour sa part, le département du commerce ne manquera pas de la suivre, et, autant qu'il dépendra de lui, d'en activer la solution. (Applaudissements.)

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation ? ...

Je donne lecture des chapitres :

1^{re} section. — Commerce et industrie.

3^e partie. — Services généraux des ministères.

« Chap. 1^{er}. — Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale, 439,655 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Indemnités spéciales, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de l'administration centrale, 37,665 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Traitements et salaires du personnel de service de l'administration centrale, 75,507 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Indemnités diverses, travaux extraordinaires, gratifications, secours au personnel de service de l'administration centrale, 14,206 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 5. — Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale, 74,048 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 6. — Achats de livres; abonnements aux revues et journaux, 14,150 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 7. — Impressions, 47,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 8. — Récompenses honorifiques aux vieux ouvriers et employés, 46,300 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 9. — Traitements du personnel des poids et mesures, 1,105,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 10. — Frais de tournées du personnel des poids et mesures. — Indemnités, secours, gratifications, etc., 220,750 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 11. — Matériel et bureaux des poids et mesures. — Fabrication, entretien des poinçons et dépenses diverses, 94,120 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 12. — Dépenses du bureau national des poids et mesures et de la commission de métrologie usuelle. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international des poids et mesures. — Frais de déplacement des membres de la commission de métrologie usuelle, 13,500 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 13. — Comité consultatif des arts et manufactures, 25,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 14. — Dépenses relatives aux expositions, congrès, etc. — Médailles, prix, etc., 1,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 15. — Primes à la filature de la soie, 3,400,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 16. — Frais accessoires occasionnés par l'application du régime des primes à la filature de la soie, 25,200 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 17. — Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel. — Traitements et salaires, 473,435 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 18. — Conservatoire national des arts et métiers. — Personnel. — Indemnités, secours, gratifications et allocations diverses, 11,365 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 19. — Conservatoire national des arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de matériel et les dépenses diverses de fonctionnement, 675,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 20. — Ecoles nationales d'arts et métiers. — Subvention pour les dépenses de fonctionnement (Personnel, matériel, bourses et dépenses diverses), 2,370,125 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 21. — Ecoles nationales d'arts et métiers. — Travaux extraordinaires de bâtiment, 430,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 22. — Ecole nationale d'horlogerie de Cluses. — Personnel. — Traitements, gages et salaires, 55,325 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 23. — Ecole nationale d'horlogerie de Cluses. — Personnel. — Indemnités diverses, secours, gratifications. — Subventions aux élèves, 8,575 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 24. — Ecole nationale d'horlogerie de Cluses. — Matériel et dépenses diverses, 43,350 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 25. — Bourses de préparation et d'entretien à l'école centrale des arts et manufactures pour les anciens élèves des écoles nationales d'arts et métiers, 32,500 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 26. — Bourses à l'école centrale des arts et manufactures, 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 27. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel. — Traitements, gages et salaires, 2,830,621 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 28. — Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. — Personnel. — Indemnités diverses, gratifications, secours, etc., 50,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 29. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel. — Traitements, gages et salaires, 20,525 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 30. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Personnel. — Indemnités diverses, gratifications, secours, etc., 88,550 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 31. — Ecole normale de l'enseignement technique. — Matériel et dépenses diverses, 5,000 fr. »

Ce chiffre est inférieur de 3,000 fr. à celui que la Chambre des députés a voté.

Je mets aux voix le chiffre le plus élevé, c'est-à-dire celui de 8,000 fr., proposé par la Chambre des députés.

(Le chapitre 31 avec le chiffre de 8,000 fr. n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le chapitre 31 avec le chiffre de 5,000 fr. proposé par la commission des finances.

(Le chapitre 31 avec le chiffre de 5,000 fr. est adopté.)

M. le président. — « Chap. 32. — Ecoles nationales professionnelles. — Subventions pour les dépenses de fonctionnement. (Personnel, matériel, bourses et dépenses diverses), 761,355 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 33. — Ecoles nationales professionnelles. — Travaux extraordinaires de bâtiment, 192,400 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 34. — Subvention pour la construction d'écoles pratiques de commerce et d'industrie, 689,862 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 35. — Encouragements à l'enseignement industriel et commercial, 1,019,600 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 36. — Enseignement industriel et commercial. — Personnel. — Traitements des inspecteurs, 80,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 37. — Enseignement industriel et commercial. — Inspection. — Missions. — Conseils et commissions. — Frais de tournées et indemnités diverses, 31,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 38. — Dépenses résultant pour l'Etat de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public, 1,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 39. — Frais de surveillance de sociétés et établissements divers, 12,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 40. — Part contributive de la France dans l'entretien du bureau international institué à Berne pour la protection de la propriété industrielle, 3,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 41. — Part contributive du ministère du commerce et de l'industrie à la publication du *Moniteur officiel du commerce*, 12,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 42. — Expertises, valeurs de douanes, 39,700 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43. — Subventions aux chambres de commerce françaises à l'étranger et aux musées commerciales. — Missions commerciales, 153,600 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 43 bis. — Exposition internationale de l'industrie du livre et des arts graphiques à Leipzig, 430,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 44. — Office national du commerce extérieur, 70,000 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 45. — Dépenses incombant à la France dans l'entretien du bureau international institué à Bruxelles pour la publication des tarifs douaniers, 6,900 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 46. — Emploi de fonds provenant de legs ou de donations. » — (Mémoire.)

« Chap. 47. — Dépenses des exercices périmés non frappés de déchéance. » — (Mémoire.)

« Chap. 48. — Dépenses des exercices clos. » — (Mémoire.)

Nous passons, messieurs, au budget annexe de l'école centrale des arts et manufactures.

« Chap. 1^{er}. — Personnel, 649,500 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 2. — Matériel, 192,800 fr. » — (Adopté.)

« Chap. 3. — Versement à la réserve, 772 francs. » — (Adopté.)

« Chap. 4. — Dépenses des exercices clos. » — (Mémoire.)

Voix nombreuses. A demain.

M. le président. J'entends demander, messieurs, le renvoi, à demain, de la suite de la discussion.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi ordonné.

5. — COMMUNICATION D'UN DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Gustave Rivet un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant approbation de la convention pour la protection de la propriété littéraire, artistique et scientifique, signée à Rio-de-Janeiro, le 15 décembre 1913, entre la France et les Etats-Unis du Brésil.

Le rapport sera imprimé et distribué.

6. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je propose au Sénat de se réunir en séance publique demain mardi, à deux heures et demie, avec l'ordre du jour suivant :

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail;

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1914 :

Postes et télégraphes et caisse nationale d'épargne;

Travail et prévoyance sociale;

Colonies. — Chemin de fer et port de la Réunion;

Agriculture;

Travaux publics et conventions;

Chemins de fer de l'Etat.

Marine militaire.

Marine marchande et caisse des invalides de la marine.

Finances. — Chapitres réservés.

Justice. — Chapitres réservés.

Instruction publique. — Chapitre réservé.

Loi de finances.

Il n'y a pas d'observation?...

L'ordre du jour est ainsi fixé.

7. — CONGÉS

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder les congés suivants :

A M. de Freycinet, un congé jusqu'à la fin de la session;

A M. Bourganel, un congé jusqu'au 1^{er} juillet.

Il n'y a pas d'opposition?...

Les congés sont accordés.

Personne ne demande plus la parole?...

La séance est levée.

(La séance est levée à six heures vingt minutes.)

Le Chef du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND LELIOUX.

QUESTIONS ÉCRITES

[Application de l'article 80 du règlement modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse. »]

192. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 22 juin 1914, par M. Villiers, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les familles des engagés volontaires antérieurement à la loi du 7 août 1913 qui ont été classés par les conseils cantonaux dans la catégorie des soutiens de famille, doivent être exclues du bénéfice de l'allocation journalière ou si, au contraire, elles ont droit à cette allocation.

Ordre du jour du mardi 23 juin.

A deux heures et demie, séance publique.

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, ayant pour objet l'extension aux exploitations forestières des dispositions de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. (N^{os} 161, année 1912, 54 et 143, année 1914. — M. Henry Boucher, rapporteur.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant fixation du budget général des dépenses et recettes de l'exercice 1914. (N^{os} 244, 272, et annexe, année 1914. — M. Emile Aimond, rapporteur général.)

Postes et télégraphes et caisse nationale d'épargne. — M. Emile Dupont, rapporteur.

Travail et prévoyance sociale. — M. Ferdinand-Dreyfus, rapporteur.

Colonies. — Chemin de fer et port de la Réunion. — M. Gervais, rapporteur.

Agriculture. — M. Jules Develle, rapporteur.

Travaux publics et conventions. — M. Albert Gérard, rapporteur.

Chemins de fer de l'Etat. — M. Léon Barbier, rapporteur.

Marine militaire. — M. Chautemps, rapporteur.

Marine marchande et caisse des invalides de la marine. — M. Jénouvrier, rapporteur.

Finances. — Chapitres réservés.

Justice. — Chapitres réservés.

Instruction publique. — Chapitre réservé.

Loi de finances. (N^o 272 et annexe, année 1914. — M. Emile Aimond, rapporteur général.)

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du vendredi 19 juin 1914 (Journal officiel du 20 juin).

Page 759, 1^{re} colonne, 11^e ligne,

Au lieu de :

« ...350 quintaux... »,

Lire :

« ...3,500 quintaux... ».

Même page, même colonne, 13^e et 20^e ligne,

Au lieu de :

« ...Dammartin... »,

Lire :

« ...Dommartin ».

Même page, même colonne, 15^e ligne,

Après :

« ...un second frigorifique »,

Ajouter :

« ...au fort Saint-Michel ».

Page 781, 1^{re} colonne, 25^e ligne,

Au lieu de :

« ... tous sont drainés par l'étranger »,

Lire :

« ...un trop grand nombre est drainé par l'étranger ».

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du samedi 20 juin 1914 (Journal officiel du 21 juin 1914).

Page 785, 3^e colonne, 4^e ligne par le bas,

Au lieu de :

« ...reproduction »,

Lire :

« ...contrepartie ».

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du samedi 20 juin 1914 (Journal officiel du 21 juin).

Dans le scrutin sur le projet de loi ayant pour objet l'émission de rentes 3 1/2 p. 100 amortissables en vue de subvenir aux dépenses extraordinaires de la défense nationale et aux dépenses d'occupation du Maroc, M. Bersez a été porté comme « absent par congé ». M. Bersez déclare qu'il était présent à la séance et qu'il a voté « pour ».